

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'INTERVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 18 Décembre 1902, à 1 heure.

PAR

ALDEBERT

Président : M. GLASSON, professeur.
Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
BARTIN, agrégé.

PARIS (V^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550230_0015

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'INTERVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 18 Décembre 1902, à 1 heure.

PAR

ALDEBERT



Président : M. GLASSON, professeur.
Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
BARTIN, agrégé.

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1902

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BROCHE. — Dictionnaire de procédure civile et commerciale.
BOITARD, COLMET, DAAGE, GLASSON. — Leçons de procédure civile, t. I, nos 633 et suivants.
BONCENNE ET BOURBEAU. — T. V, p. 1 et s.
BONFILS. — Traité d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure en matière civile et commerciale, nos 1177 et s.
CARRÉ ET CHAUVÉAU. — Lois de procédure civile et commerciale, t. III, nos 199 et s.
GARSONNET. — Traité théorique et pratique de la procédure, t. II, par. 383 et s.
RODIÈRE. — Cours de compétence et de procédure en matière civile, t. I, p. 476 et s.
ROUSSEAU ET LAISNEY. — Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile, commerciale, criminelle et administrative (Intervention).
THOMINE-DESMAZURES. — Commentaire sur le Code de procédure civile.

Répertoires

- Répertoire général alphabétique de Droit français.* — Carpentier.
Frèrejoubert, Fuzier, Hermann (Intervention).
Répertoire et Supplément de Dalloz (Intervention).

Répertoire alphabétique de Droit français. — Labori. Intervention.

Pandectes Françaises. — Répertoire Rivière. Mot Intervention.

DE L'INTERVENTION

INTRODUCTION

Les relations sociales, par suite de leur développement, ont créé tant de solidarité et d'affinité entre les intérêts les plus divers et les plus éloignés, qu'un procès au même titre qu'un contrat peut gravement compromettre les intérêts de personnes ne figurant ni à l'un ni à l'autre, mais rattachés par des liens juridiques à l'un des plaideurs ou des contractants. C'est ainsi par exemple que les créanciers subiront les atteintes d'un procès intentés à leur débiteur ou par leur débiteur, d'un contrat conclu par ce dernier, en ce sens que l'effet de la sentence ou de la convention nouvellement intervenue, déterminera son patrimoine et affaiblira d'autant l'efficacité du gage. Le législateur, venant au secours des ayants cause, devait

organiser à leur profit certaines voies de procédure leur permettant de conjurer, ou tout au moins de réparer le dommage résultant des agissements de leur ayants droit. Il l'a fait d'une façon plus complète pour les jugements que pour les contrats, mais en conservant, ainsi qu'on va le voir, entre les deux matières, une certaine analogie et un certain parallélisme de procédé. S'agit-il de conventions, la loi détourne leurs effets préjudiciables, à l'aide de deux principes, l'un inscrit dans l'art. 1165 du Code civil, d'après lequel ces conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, l'autre contenu dans l'article 1167 du même Code, permettant aux créanciers d'attaquer en leur nom personnel les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits. Mais ce ne sont que des moyens réparateurs ; le caractère occulte des contrats ne permettait pas de faire davantage ; c'est dans le secret que l'on pactise et de pareils actes ne se révèlent aux tiers qu'au moment de leur exécution. Quant aux jugements, la loi neutralise d'abord leurs effets préjudiciables pour les tiers, à l'aide de deux moyens corrélatifs de ceux indiqués plus haut, ce sont : 1^o une fin de non-recevoir contre l'autorité du jugement auquel on n'a pas été partie, nouvelle application de l'article 1165 du

Code civil ; 2^o une action tendant à l'anéantissement du jugement lui-même et sœur de l'action paulienne, la tierce opposition. Là s'arrêtent les moyens réparateurs ; mais ici le législateur pouvait faire un pas de plus et créer un moyen préventif. La publicité des débats, la possibilité pour les tiers de se jeter entre les deux adversaires pour faire valoir leurs droits, lui permettaient d'autoriser tout intéressé à venir se joindre à l'instance dont il redoute les suites pour y défendre dès à présent, et avant toute solution de l'affaire, ses propres intérêts. C'est ce qu'il a fait en organisant la procédure de l'intervention. Cette faculté pour les tiers d'intervenir au débat judiciaire avant tout jugement offre de grands avantages : elle permet de clore par une seule et même solution toutes les difficultés incidentes et connexes que peut faire naître le litige principal. De là toutes sortes de conséquences favorables : le nombre des procès diminue, puisqu'il est permis, pour ainsi dire, d'en faire plusieurs en une seule fois ; les jugements restent moins longtemps en suspens, bien des tiers préférant la voie rapide et économique de l'intervention à la voie coûteuse et longue de la tierce opposition. Les frais sont, par suite, notablement réduits. Enfin, les intéressés trouvent

dans cette procédure le moyen de conserver certaines preuves. Des témoins précieux peuvent mourir en effet, des titres peuvent être perdus. Un jugement, acte authentique, en recueillant leur teneur, conserve éternellement leur force probante. Ajoutons que les préjugés, les précédents inséparables d'une série de décisions rendues à quelque intervalle les unes des autres, disparaissent ou tout au moins s'atténuent beaucoup avec l'intervention. Cette institution offre donc, au point de vue pratique, d'immenses avantages. Son rôle social est considérable, puisqu'elle peut tout à la fois diminuer le nombre des procès et abaisser les frais. C'est ce qui explique la tendance très judicieuse de la jurisprudence d'élargir sans cesse son champ d'application.

NOTIONS GÉNÉRALES

L'intervention est, comme nous l'avons montré plus haut, le fait d'une personne de prendre part à une instance à laquelle elle était originairement étrangère, pour faire valoir ses droits ou soutenir ceux d'une partie en cause. Cette immixtion d'un tiers a donc pour conséquence d'élargir les débats, puisqu'elle y admet un plaideur de plus. Aussi est-elle classée par tous les auteurs parmi les incidents qui étendent la sphère d'un procès. Cet incident offre d'ailleurs la particularité, comme le remarque M. Garsonnet, d'être aussi une demande principale : l'intervention est en effet incidente au point de vue des parties déjà engagées dans l'instance qu'elle vient compliquer, et principale au point de vue de l'intervenant, jusqu'alors étranger au procès. De ce double caractère découlent certaines conséquences : elle est liée au sort de la demande principale ; elle subsiste si cette dernière

est admise, et disparaît au contraire si celle-ci, déclarée nulle et non recevable, est rejetée. Elle est de même nature que la demande principale, civile ou commerciale, suivant que celle-ci est l'une ou l'autre. Enfin, l'intervention, à titre d'incident, est dispensée du préliminaire de conciliation : elle n'engage pas de nouvelle instance et n'est que le développement d'une instance déjà engagée. Elle ne réunit donc pas les conditions de l'article 48 du Code de procédure civile.

La doctrine et la jurisprudence distinguent deux sortes d'intervention : l'intervention volontaire et l'intervention forcée. La première, appelée également active et spontanée, est l'effet d'une personne qui, de son propre mouvement, se mêle à une instance qu'elle n'a pas introduite et qui n'est pas dirigée contre elle, soit pour faire déclarer que le droit litigieux lui appartient, soit pour venir défendre et consolider certains droits qui pourraient être compromis par le résultat de l'instance. L'intervention forcée, au contraire, est le fait d'une partie, déjà en cause, de diriger contre un tiers, généralement celui de qui on tient ses droits, une action pour le contraindre à intervenir dans l'instance. Ce fait est plus exactement appelé appel en cause ou assignation en déclaration de jugement

commun ; il est moins à nos yeux une intervention proprement dite (ce mot signifie plutôt un acte spontané et facultatif de la part de celui qui l'accomplit) que l'obligation générale à laquelle sont soumis, d'après les principes du droit civil, les ayants cause et les auteurs. Aussi laisserons-nous de côté l'examen de l'intervention dite forcée, et l'objet de cette étude ne portera que sur l'intervention véritable, l'intervention volontaire. Nous devons, avec la doctrine, faire une sous-distinction : un grand nombre d'auteurs reconnaissent à l'intervention volontaire un caractère tantôt agressif, tantôt conservatoire. Elle serait agressive, lorsqu'elle aurait lieu dans le seul intérêt de l'intervenant et serait dirigée à la fois contre le demandeur et le défendeur primitifs ; tels ceux prétendant sur la chose litigieuse un droit réel, affirmant être seuls investis juridiquement de la qualité que se disputent les deux plaideurs. Dans ces cas et autres semblables, l'intervention aurait pour but en effet de protéger un intérêt distinct de celui des parties en cause. Elle serait conservatoire, au contraire, lorsqu'elle aurait lieu dans l'intérêt de l'une des deux parties déjà en instance, demanderesse ou défenderesse : tels seraient la caution, les codébiteurs solidaires, les personnes

responsables du fait d'autrui, les créanciers. L'intervenant viendrait alors au secours de l'un des plaideurs, son intérêt se confondant avec le sien. Cette distinction a quelque importance au point de vue de certaines formalités de procédure : aux cas d'intervention agressive et d'intervention conservatoire en faveur du demandeur, l'intervenant *étranger*, tout comme un demandeur principal, doit la caution *judicatum solvi* ; quand c'est, au contraire, le parti du défendeur que l'intervenant soutient, il est dispensé de cette caution.

Peut-être est-ce une différence plutôt de forme que de fond ? Qu'elle se manifeste au profit de l'une des parties en cause ou de celui qui l'exerce, l'intervention semble n'être en dernière analyse qu'un moyen de préserver ses droits et de sauvegarder ses intérêts, dans un procès où l'on n'est pas engagé et dont on a à redouter les plus funestes conséquences. Elle peut, dans ses manifestations extérieures, favoriser le demandeur ou le défendeur, ou compromettre même les droits de tous deux. C'est là, croyons-nous, une considération tout à fait objective et extérieure. La nature intime et subjective de l'intervention ne change pas : c'est toujours une voie de recours tendant à protéger les intérêts de celui qui l'exerce. Quoi qu'il en soit,

nous avons tenu à signaler cette distinction admise couramment par la doctrine ; si elle n'est peut-être pas très réelle, c'est du moins une formule commode et facile pour caractériser les signes extérieurs de l'intervention.

L'intervention fondée sur l'idée de protection de tous les intérêts légitimes, est admise aussi largement que possible et peut s'exercer tant qu'elle ne lèse pas un droit acquis ou des intérêts opposés aussi légitimes dans leur exercice. Le législateur tenant compte de ces principes, n'a donné comme limites à son application que le respect des droits d'autrui. En effet elle est admise en toute matière, à moins qu'un texte spécial et formel n'apporte une dérogation ; en tout état de cause, à condition qu'elle ne se produise pas trop tardivement et arrêtant ainsi la marche du procès, ne porte préjudice aux parties principales ; et devant toutes les juridictions, justices de paix, tribunaux de commerce, de 1^{re} instance, Cours d'appel et de cassation, sous la seule condition de se plier aux exigences plus rigoureuses, cela se conçoit, des juridictions supérieures. Et il doit en être ainsi nécessairement, puisque son but économique et social est, comme nous l'avons dit, de

réduire les frais de procédure et de diminuer le nombre des contestations.

L'objet de cette étude comprendra l'examen de l'intervention en première instance ainsi que devant les tribunaux d'appel. Les principes qui régissent cette institution devant ces deux juridictions différentes divergent sur un si grand nombre de points qu'il est nécessaire de procéder à ce double examen pour avoir une idée complète du jeu de l'intervention. Les conditions de l'intervention ainsi analysées, nous étudierons successivement les formes sous lesquelles elle doit s'introduire en justice, ses conditions de recevabilité et ses effets. Un aperçu des législations étrangères nous permettra de mieux juger notre législation et d'indiquer avec plus de sûreté les réformes nécessaires.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE L'INTERVENTION : QUI PEUT INTERVENIR ?

SECTION I

Intervention en première instance

Le Code de procédure qui fixe une règle très précise sur le point de savoir qui peut intervenir en appel, est complètement muet sur celui de savoir qui le peut en première instance. La jurisprudence a comblé cette lacune. Elle a pris comme point de départ le principe posé par le Code pour les juridictions d'appel, savoir l'article 466 C. proc. civ., qui n'admet à intervenir en appel que ceux ayant le droit de former tierce opposition à l'arrêt, c'est-à-dire ceux qui ne sont point parties à l'instance ou n'y sont point représentés, d'après la définition même de la tierce opposition. Arguant

ensuite de cette absence de texte réglant les conditions de l'intervention en première instance, elle en a tiré cette conclusion très rationnelle que le législateur avait eu l'intention d'admettre un principe tout différent pour les juridictions du premier degré. Et corroborant ce raisonnement par ce principe dominant en droit civil que quiconque a un intérêt légitime, doit avoir une action pour le faire valoir, elle en a finalement conclu que la plus grande facilité devait être accordée à la faculté d'intervenir. Des considérations pratiques, d'ailleurs, telles que les excellents avantages que présentent l'intervention et ses heureux effets, ont eu également une grande influence sur le développement de cette théorie jurisprudentielle.

La doctrine, sauf quelques dissidences de détail, a suivi la jurisprudence dans cette voie et se trouve d'accord avec elle pour admettre le droit d'intervention dans la plus large mesure. C'est cet ensemble de règles posées par la jurisprudence et la doctrine qu'il nous faut examiner. Elles peuvent d'ailleurs se ramener à trois règles principales, d'une application générale en droit civil et que voici : pour intervenir, comme pour agir au principal, il faut : 1^o avoir intérêt ; 2^o qualité ;

3^e capacité. Nous nous occuperons successivement de ces trois conditions.

Disons d'ailleurs tout de suite que devant toutes les juridictions de première instance : justice de paix, conseils de prud'hommes, juge des référés et tribunaux de commerce, il est possible au même titre d'intervenir. Les auteurs en exceptent la juridiction arbitrale, mais l'exception ne fait suivant nous que confirmer la règle, les arbitres ne constituant qu'un tribunal gracieux. Pour les mêmes raisons, les autres voies de recours ordinaires, opposition, tierce opposition, recours en cassation ne sont pas admises pour les arbitrages.

SECTION I

Intérêt

La première condition disons-nous, et la plus importante, exigée de l'intervenant, c'est l'intérêt (1). C'est l'application la plus élémentaire de l'axiome juridique : point d'intérêt, point d'action. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur un pareil principe et rejettent inévitablement toute

1. Cass., 10 nov, 1874: D. P. 75. 4. 208.

demande d'intervention ne satisfaisant pas à cette condition. Mais quelle est la mesure de cet intérêt ? C'est ici que les difficultés d'application et les controverses commencent. L'intérêt doit être à la fois réel et sérieux ; c'est ainsi que l'on résume bien souvent les caractères qu'il doit présenter. Que faut-il entendre par ces deux expressions ?

Pour en comprendre la portée, il nous faut descendre dans le détail de l'analyse et de l'espèce. C'est ainsi seulement que s'éclaireront et se préciseront les règles que nous avons à exposer. L'on admet, en cette matière, comme en toute autre, que l'intérêt peut être réel, matériel et pécuniaire ou simplement moral. Nous ferons avec les auteurs cette distinction pour la clarté de l'exposition.

1. INTÉRÊT MATÉRIEL, PÉCUNIAIRE

L'intérêt matériel est assez facile à préciser. C'est le plus courant. Il consiste dans un préjudice pécuniaire causé par le procès au patrimoine de l'intervenant. Cet intérêt peut être direct ou indirect ; direct, s'il a pour source une conséquence normale et naturelle de l'exécution du jugement à intervenir ; indirect au contraire lorsque ce

même jugement ne peut par son exécution avoir un effet quelconque sur le patrimoine de l'intervenant, mais va créer un précédent qui sera en quelque sorte préjudiciable ou tout au moins fâcheux pour ce dernier, en ce sens qu'il pourra plus tard être invoqué contre lui. Il est plus qu'évident qu'un intérêt actuel et direct est suffisant pour intervenir ; car dans ce cas cet incident que l'on appelle l'intervention n'est qu'une extension nécessaire et inévitable d'une des phases du procès.

C'est ainsi, par exemple, qu'un codébiteur solidaire ou caution intervenant dans une instance dirigée contre un codébiteur ou un débiteur principal, qu'un tiers réclamant comme sien l'objet même du litige ou enfin un créancier agissant au lieu et place de son débiteur, exercent tous un intérêt légitime. Aussi n'a-t-on jamais refusé à ces différentes personnes, le droit d'intervenir, l'intérêt pour elles est réel et sérieux au premier chef.

Mais lorsque l'intérêt n'est qu'indirect (et nous avons indiqué plus haut le sens que nous attachions à ce mot), doit-on admettre l'intervention ? C'est une question à laquelle la plus grande partie des auteurs et la jurisprudence ont d'abord répondu négativement ; il ne leur paraissait pas

rationnel et juridique d'admettre à intervenir une personne qui n'avait d'autre intérêt que celui d'écarter l'éventualité fâcheuse d'un précédent judiciaire. Bien plus, c'était d'après eux, se porter adversaires de parties auxquels aucun lien ne vous rattachait (1). Il y avait peut être une grande part de logique et de bon sens dans cette opinion ; quoi qu'il en soit les idées se sont modifiées, et aujourd'hui bon nombre d'auteurs et surtout la jurisprudence tendent de plus en plus à penser qu'un intérêt même indirect au résultat de la contestation est suffisant pour faire admettre l'intervention. Cette dernière sera jugée par exemple recevable, si elle est connexe dans sa cause avec les débats de la contestation engagée devant le tribunal ou si pour rappeler l'espèce citée plus haut, la prétention que l'intervenant peut porter devant la justice par instance principale est susceptible d'être préjugée défavorablement par la décision rendue sur une demande identique suivie par d'autres personnes (2). C'est ainsi qu'il a été décidé dans cet ordre d'idées que lorsque l'ha-

1. Ch. Requête, avril 1830, Aff. Martha. 2 décembre 1884, D. P. 86. 3. 47.

2. Cass., 17 mai 1870, S. 70. 1. 385 ; Cass., 3 janvier 1883, S. 83. 1. 349.

bitant d'une commune a formé une demande principale, tant en son nom personnel pour réclamer un droit de passage sur un fonds à raison de l'enclave de son terrain, qu'au nom de la commune dans l'intérêt de laquelle il a été autorisé à revendiquer la propriété du même fonds, un autre habitant a qualité pour intervenir dans l'instance, afin de réclamer également une servitude de passage, résultant de l'enclave de son propre immeuble (1). Nous avons à dessein cité cet arrêt-type de la théorie que nous exposons en ce moment, car il paraît marquer son plus entier développement. Il faut en effet observer, comme le fait excellemment remarquer un auteur (2), que dans cette affaire il existait bien plutôt des ressemblances dans les faits et les prétentions respectives des parties qu'une identité dans la demande et les éléments juridiques des deux litiges. La demanderesse réclamait un droit de passage, basé sur l'état d'enclave de son propre fonds; l'intervenant fondait sa prétention sur un double argument: état d'enclave de son propre fonds et recon-

1. Bordeaux, 16 août 1870, D. P. 71. 2. 233; Lyon, 10 février 1887; *Moniteur*, Lyon, 23 juin 1887.

2. Dalloz, Supplément, mot intervention.

naissance formelle du défendeur. Le rejet de la demande principale ne pouvait donc pas nuire, semble-t-il, à la prétention de l'intervenant. Cette théorie extrême montre bien l'orientation de la jurisprudence nouvelle. Un arrêt de la Chambre des Requêtes (1), a décidé également qu'une demande en intervention dont la solution dépend de l'appréciation du même acte que le jugement de la demande originaire est recevable, bien que les deux demandes aient un objet entièrement distinct. En résumé, il reste donc bien établi, suivant l'expression même de Garsonnet (2), que la seule crainte du préjugé pouvant résulter du jugement de la demande principale est un motif suffisant pour intervenir.

Il n'est même pas nécessaire que l'intérêt direct ou indirect soit né et actuel, il peut être simplement éventuel ou conditionnel. A ceux qui seraient tentés d'objecter que cet intérêt n'ayant pas d'existence reconnue, il est impossible de le prendre pour base de l'exercice d'un droit, il serait facile de répondre que les principes généraux du droit civil et notamment l'article 1180 du

1. 12 mars 1858, D. P. 58. 1. 306.

2. T. II, n. 384.

Code civil, permettent aux créanciers conditionnels de faire tous les actes conservatoires de leurs droits éventuels, notamment d'intervenir. Pourquoi cet acte particulier, à la différence des autres, leur serait-il interdit? La question est d'ailleurs jugée dans ce sens par la jurisprudence : Décidé par un arrêt de cassation (1), qu'un enfant du premier lit, peut intervenir dans une instance introduite par sa mère remariée, et tendant à la réduction des avantages indirects faits par elle à son second époux, bien que le droit de l'enfant à la réduction soit éventuel et subordonné au décès de l'époux donateur.

A fortiori, les créanciers à terme seront fondés à intervenir par mesure conservatoire, le terme ne suspendant pas l'engagement, mais en retardant simplement l'exécution.

Ainsi donc, l'intérêt matériel peut être direct ou indirect, né ou éventuel ; l'identité et même la similitude de prétention (mais ceci est très contestable) permet à tout intéressé d'intervenir et de faire statuer sur les deux cas par un seul et même jugement.

1. 27 mars 1882, décision similaire, Lyon, 29 juillet 1891, Loi 14 octobre 1891.

2. INTÉRÊT MORAL

L'intérêt moral est celui qui, d'après la définition la plus usuelle, n'est susceptible d'aucune évaluation pécuniaire ; mais s'il ne se traduit pas en un quantum arithmétique, il n'en est pas moins très appréciable et très réel. Une atteinte grave portée à la considération, à l'honneur, au crédit d'une personne peut causer à celle qui en est l'objet un très grand préjudice. Aussi l'on admet couramment qu'un intérêt moral au même titre qu'un intérêt pécuniaire peut motiver une intervention (1). Les cas d'application sont plus rares : ils n'en sont que plus intéressants pour nous et doivent particulièrement attirer notre attention.

L'on groupe généralement, pour la commodité de l'exposé, ces différents cas d'application sous quatre rubriques. Nous adopterons avec les auteurs cette classification commode et pratique.

Première hypothèse. — Un tiers tout à fait étranger à la cause, se plaint de diffamations ou d'injures contenues dans les plaidoiries ou les mémoires produits au procès, et demande la suppression des dits écrits ou des dommages-intérêts.

1. Cass., 17 mai 1870, S. 70. 1. 385.

Doit-on l'autoriser à exercer cette action par voie d'intervention? Quelques auteurs (1) ont répondu négativement; d'après eux, l'intérêt indiscutable qu'a ce tiers à poursuivre la réparation du préjudice qui lui est causé, n'a aucun lien avec l'objet même du procès. Dès lors, il doit introduire sa demande sous la forme principale et non sous la forme incidente de l'intervention.

Cette opinion est, suivant nous, erronée; elle est d'ailleurs aujourd'hui complètement abandonnée. La majorité des auteurs et la jurisprudence (2) admettent la victime d'injures ou de diffamations, à demander, par voie d'intervention, réparation du préjudice. Tout d'abord, l'intérêt de l'intervenant est essentiellement direct; il naît en effet de la cause elle-même. La demande incidente ne se produit qu'à raison de certains faits, de certains actes auxquels le procès a donné naissance. Ceux-ci sont la cause directe, efficiente et nécessaire de celle-là. Rien de plus direct, rien de plus immédiat, rien de plus étroitement lié qu'un acte préjudiciable et une demande en réparation de ce préjudice. C'est, au sens complet du mot, un lien de

1. Favard de Langlade, t. I, p. 119; Boncenne et Bourbeau, t. V, p. 123.

2. Cass., 2 juillet 1866, S. 66. 1. 316.

connexité, c'est même davantage, c'est un rapport logique et mathématique, si l'on peut s'exprimer ainsi, de cause à effet. Ce sont, il nous semble, raisons juridiques suffisantes pour faire attribuer au juge saisi de la demande principale, source du dommage, la compétence de la demande incidente, réparation de ce dommage.

Invoquons également avec Merlin (*Répertoire*, mot *Intervention*), l'article 1036 du Code de procédure civile; ce texte permet aux juges de prononcer d'office dans les causes dont ils sont saisis, des suppressions d'écrits ou des impressions et affichages de leurs jugements. Par un argument *à fortiori*, il faut décider qu'ils ont les mêmes droits, lorsqu'une demande tendant à des fins similaires leur est soumise et que dès lors l'auteur de l'intervention est fondé à en exiger la recevabilité.

D'autres raisons, d'ailleurs inspirées tout à la fois du droit et du bon sens, nous imposent également cette opinion. La voie de l'intervention est le seul moyen d'obtenir une réparation prompte et efficace du mal; accueillir la protestation dans l'instance même où les diffamations se produisent, juger cette protestation au même instant que le procès principal, auteur du dommage, et suivant

les cas exiger amende honorable ou évincer un plaignant de mauvaise foi c'est faire bonne, rapide et saine justice. On a comparé l'intérêt qu'avait le diffamé au cours d'un procès, à faire admettre sa demande d'intervention en réparation du préjudice qui lui a été causé, à celui aussi réel et sérieux qu'avait le diffamé par la voie de la presse, à faire paraître dans le journal en question une réplique à la place même où a paru l'article incriminé. Cette assimilation entre le droit d'intervention et le droit de réponse est parfaitement juste. Du reste, le tribunal, juge d'un procès principal, au cours duquel se produisent les diffamations ou les injures dont nous avons parlé, est également le meilleur juge pour statuer sur une demande incidente réparatrice. Il a tous les éléments sous la main, a vu se développer sous ses yeux les incidents qu'il a à juger ; il considère si ces incidents excèdent ou non les bornes d'une légitime défense, en un mot il est pénétré de l'affaire.

Parmi les nombreuses espèces qu'offre la jurisprudence à l'appui d'une pareille théorie, nous citerons seulement un jugement très caractéristique du tribunal de Rennes (1) ; la personne (dans

1. 30 mai 1876, D. P. 77. 2. 51.

l'espèce, l'institutrice des enfants) qui se trouve désignée dans un procès intenté par une femme contre son mari, comme complice d'un adultère reproché à celui-ci, est recevable, alors même qu'il s'agirait d'une instance en séparation de corps, à intervenir pour poursuivre le redressement des imputations diffamatoires dirigées contre elle et la suppression des écrits les contenant. C'est à tort qu'en pareil cas la demanderesse prétendrait limiter le droit de l'intervenant à une simple assistance à l'enquête pour la surveiller et lui dénierait la faculté d'y participer, pour provoquer au besoin une contre-enquête. Ce jugement pousse peut-être un peu loin les droits de l'intervenant ; l'intervention avec un rôle actif dans l'enquête constitue certainement un droit exagéré. Elle gêne la liberté de l'époux offensé dans la poursuite de l'instance en séparation de corps, sans grand profit pour le bénéficiaire de cette faculté, puisqu'il doit nécessairement attendre l'issue de cette enquête pour en apprécier les conséquences dommageables. Aussi la plupart des arrêts et jugements rendus sur des cas similaires limitent les droits de l'intervenant à une simple demande en dommages-intérêts ou suppression d'écrits, sans faculté pour lui d'assister aux enquêtes. C'est à notre avis suffisant.

Deuxième hypothèse. — Un avocat ou un avoué, atteint par des injures ou des diffamations proférées ou produites au cours du procès, pendant, peut-il intervenir ? La question est ici peu difficile à résoudre. — Il s'agit en effet d'un délit d'audience, et une infraction de cette nature est, d'après les principes généraux du droit, de la compétence du tribunal devant lequel elle a été commise. Les avocats et les avoués accrédités auprès d'un tribunal, doivent trouver auprès de ce dernier, protection et sûreté ; plus que toute autre personne, ils ont droit au respect et à la déférence de la part des plaideurs. Et pour sanctionner cette sauvegarde et cette protection, la voie de l'intervention est la plus efficace et la plus propice, parce qu'elle est la plus prompte et la plus rapide. Aussi la jurisprudence ne s'est-elle jamais refusé à accorder la faculté d'intervenir à ces auxiliaires de la justice. Il a été décidé notamment : 1^o qu'un avocat a le droit d'intervenir en son nom personnel, lorsque plaidant dans une cause, il se considère comme atteint dans son honneur par un écrit produit au procès (1) ; 2^o que l'avoué d'une partie qui est diffamé dans un écrit relatif au procès,

1 Ch. Requête, nov.-déc. 1874, D. P. 75. 1. 225.

produit par l'adversaire et que celui-ci lui a même fait signifier, est recevable à intervenir dans l'instance à l'effet d'obtenir la suppression de l'écrit comme diffamatoire et des dommages-intérêts contre son auteur (1).

Troisième hypothèse. — Un acte étant argué de faux, ou de nullité, l'officier ministériel qui l'a passé, peut-il intervenir pour en soutenir la validité ? La réponse est également ici affirmative. C'est en effet dans l'instance principale que s'est produite l'accusation ; pour les raisons indiquées plus haut, sous la première hypothèse, la réponse à cette accusation, a le droit de se traduire sous une forme incidente. La relation directe de cause à effet existe également ici. L'officier ministériel n'apporte aucun élément de preuve étranger, nouveau au procès ; il ne fait que se joindre à l'une des parties pour soutenir avec elle la validité de l'acte attaqué (2). Au surplus il peut avoir de grandes raisons d'agir ainsi, de tâcher de prévenir une décision de justice funeste pour lui ; indépendamment du souci, de l'intérêt moral qu'il peut avoir

1. Requête, 7 novembre 1838.

2. Trib. Château-Thierry, 8 février 1888, *Gaz. Palais*, 88. 1. 396 ; Rennes, 28 avril 1892, D. P. 93. 2. 95 ; Cass., 26 janvier 1886, *Gaz. Pal.*, 86. 1. 397.

à préserver son honorabilité, son crédit d'officier ministériel, d'atteintes calomnieuses, d'allégations diffamatoires, il a à craindre toutes sortes de conséquences dommageables d'une annulation d'un acte passé à l'aide de son ministère : action en dommages-intérêts de la part du client, qui peut se traduire par un chiffre fort élevé, poursuite disciplinaire émanant de la Chambre de discipline de la compagnie dont il relève, qui peut l'amener soit à une destitution pure et simple, soit à une démission forcée, poursuite pénale, enfin à la requête du parquet, si l'acte est prétendu passer dans de telles conditions, que l'affirmative admise, il constituerait une infraction pénale, poursuite dont l'épilogue serait une condamnation judiciaire. Qui ne voit dès lors le très grand intérêt qu'a un officier ministériel à intervenir aux débats, se joindre à la partie concluant à la validité de l'acte qu'il a passé, apporter, s'il y a lieu, de nouvelles preuves pour prouver la parfaite régularité de l'acte argué de faux, en un mot faire tout ce qu'il dépend de lui pour conjurer le danger d'un jugement d'annulation ? La jurisprudence est très large et très humaine à cet égard : voici quelques-unes de ses décisions les plus caractéristiques. Jugé par un arrêt de la

Cour de Nîmes (1), que lorsqu'il est allégué dans un procès des faits qui blessent l'honneur d'un notaire, portent atteinte à sa considération, tendent à lui enlever la confiance publique ; et l'exposent à des peines ; par exemple, s'il est inculpé d'avoir fait signer aux témoins instrumentaires un acte pour un autre, de ne pas leur avoir donné lecture de l'acte qu'il leur faisait signer, ce notaire, quoique étranger au fond de la contestation, a le droit d'intervenir. Un arrêt de la Cour de Grenoble (17 janvier 1867) a décidé également que lorsqu'un testament est attaqué par voie d'inscription de faux incident, le notaire qui a rédigé le testament en question a qualité pour intervenir dans l'instance, afin d'y réclamer des dommages-intérêts, à raison du préjudice matériel et moral qu'il éprouve par suite de cette inscription de faux.

Quatrième hypothèse. — Nous arrivons à la question la plus délicate et la plus discutée, l'on peut dire, de cette matière, celle de savoir si l'intervention d'une corporation d'avoués, de notaires, avocats, etc., dans un procès soutenu par l'un de ses membres, à l'effet de porter se-

1. 11 juillet 1827.

cours à celui-ci et d'obtenir la reconnaissance d'un droit qui lui est contesté ; par exemple, droit de plaider pour un avoué licencié en droit, droit pour un huissier ou un notaire de procéder à une vente mobilière, droit pour un avoué, un huissier ou un notaire à un émolument déterminé, est recevable. Posons d'abord nettement la question. Cette intervention ne peut évidemment avoir pour but de faire décider d'une manière générale que le droit contesté appartient à tous les membres de la compagnie ; que la question jugée vis-à-vis de l'un d'entre eux, le sera désormais vis-à-vis de tous et qu'en conséquence la solution adoptée sera pour eux tous une prérogative ou une charge. Un jugement de ce genre est à la fois contraire au texte de l'article 5 Code civil qui prohibe les dispositions par voie générale et réglementaire et au principe de la chose jugée : ceux-là seuls qui y furent parties ou représentés peuvent invoquer ou se voir opposer un jugement. La question est tout autre : l'intervention ne peut ici avoir d'autre objet que de soutenir le confrère engagé au procès, en vue de lui donner un appui moral, de faire valoir avec lui et avec plus d'autorité et d'énergie qu'il n'aurait pu le faire seul, des arguments qui doivent assurer le succès de la

cause et d'écarter ainsi un précédent judiciaire fâcheux dont les clients de l'avenir se pourraient prévaloir. Même réduite à cette proportion bien modeste, la question a tout d'abord été jugée négativement. L'argument était le suivant : les corporations n'ont aucun intérêt à intervenir dans un débat qui concerne particulièrement un de leurs membres. Elles ne pourraient le faire que si les prérogatives, les privilèges de la compagnie se trouvaient atteints ; elles ont, par exemple, la faculté de faire exercer par leurs syndics, toutes actions tendant à préserver leur monopole contre tout empiètement, tout envahissement. C'est ainsi que le décret du 19 juillet 1840 permet à la Chambre des avoués de poursuivre ceux qui, exerçant illégalement les fonctions d'avoués, se sont rendus coupables de postulation. Mais lorsqu'il s'agit d'un intérêt absolument privé, particulier, dont le membre partie au procès, aura seul à bénéficier ou à souffrir, pourquoi permettrait-on à la corporation d'intervenir ? Le jugement qui doit statuer sur la contestation, favorable ou défavorable aux prétentions du confrère intéressé, ne peut-être qu'indifférent aux yeux de la compagnie ; son autorité, ses effets, ses conséquences, ne dépassent pas le cadre dans lequel il s'est déroulé. Il

n'y a chose jugée, qu'entre les deux adversaires. En sorte que, nonobstant le jugement en question, chacun des membres de la corporation n'en sera pas moins fondé, si l'occasion se présente, à réclamer le même droit. Bien plus, le confrère lui-même, s'il a succombé, n'est lié que pour le passé, vis-à-vis d'un client déterminé, pour une affaire particulière, mais il conserve sa liberté d'action et tous ses droits pour l'avenir. Dès lors, en présence d'un si minime avantage offert par l'intervention, pourquoi l'admettre et pourquoi créer par là des incidents au procès, retarder sa marche, sa solution et augmenter les frais.

Cette théorie, théorie de début, compte aujourd'hui fort peu de partisans. Elle n'envisage pas, à notre avis, les choses à un point de vue exact. Indépendamment en effet de l'intérêt pécuniaire des corporations à intervenir, assez minime sans doute, mais qui peut toutefois se résoudre en un préjudice très réel et très appréciable, provenant d'un fâcheux précédent judiciaire et de la difficulté, si ce n'est de l'impossibilité pour tous les membres de la compagnie intéressée d'exercer un droit dont ils jouissaient auparavant, il y a pour elles un intérêt moral, intérêt d'honneur et de discipline à pouvoir le faire. Une solidarité étroite

unit tous les membres d'une même corporation, d'un même collège ; ils sont tous au plus haut point intéressés, à ce qu'il ne soit pas jugé contre l'un quelconque d'entre eux, que celui-ci a usurpé un droit auquel il ne pouvait pas prétendre ou commis un acte qui lui était interdit. Ce serait désormais une suspicion, un discrédit, une note infâmante jetés sur tout le groupe, dont chacun de ceux qui le composent, prendrait sa part.

Les corporations ont donc un très grand intérêt à prendre part aux débats d'une instance pour sauvegarder leur dignité, et ce, quelle que soit l'issue possible du procès. Si l'attaque est calomnieuse ou la prétention du tiers étranger mal fondée, la preuve en sera éclatante et partant le triomphe plus complet. Si au contraire la culpabilité est réellement établie, qu'il soit démontré au grand jour que l'acte commis par le confrère fautif est blâmable et qu'il est réprouvé par toute la corporation ! Celle-ci n'aura plus dès lors qu'à frapper de peines disciplinaires ce confrère indigne. Des deux façons, elle consolidera son crédit et son autorité ?

On a fait valoir dans la théorie contraire, déjà exposée, un argument qu'il nous faut examiner et réfuter. Pourquoi, si l'on admet les corporations

à intervenir, ne pas reconnaître le même droit à d'autres personnes, aux commerçants, par exemple, toutes les fois que s'agitera dans un procès où se trouve engagé un autre commerçant, une question touchant aux intérêts généraux du commerce. Il est facile de répondre : Il y a une différence très sensible entre les relations de commerçant à commerçant, d'industriel à industriel et celles de notaire à notaire, avoué à avoué, etc. Ces derniers constituent une compagnie, un collège, doté par nos lois organiques d'un monopole, d'un privilège, en revanche tenu à l'observation de certaines règles et obligations. Dans ces conditions, alors qu'il n'y a aucun intérêt pour un commerçant à soutenir les intérêts d'un autre commerçant, il y en a un très grand au contraire pour le représentant d'une corporation, à soutenir ceux d'un confrère, car c'est montrer à la clientèle que la corporation ne s'est pas départie de ses règles et a toujours exercé son monopole avec la même droiture et la même honnêteté.

La jurisprudence a été très divisée sur cette question ; pourtant le plus grand nombre de décisions et les plus récentes penchent dans le sens de l'intervention. Jugé par exemple, conformément à l'ancienne théorie que : 1° les avoués d'une cour

ou d'un tribunal n'ont pas qualité pour intervenir dans un débat où l'on conteste à l'un d'eux le droit de plaider certaines causes (Aix, 2 août 1825) ; 2° que les syndics des chambres de discipline des avoués et des huissiers ne sont pas recevables à intervenir au nom de la corporation dans la contestation entre un avoué et un huissier, au sujet du droit d'émolument de copies de pièces préparées dans l'étude de l'avoué et signifiées par l'huissier (1).

Décidé en sens contraire et plus récemment que : 1° la chambre des huissiers peut intervenir dans une contestation entre un de ses membres et un avoué relativement aux copies de pièces et à leur émolument (2) ; 2° que la Chambre des notaires et des huissiers peuvent intervenir dans les différends entre les membres de celle-ci (Caen, 24 juillet 1870, S. 72, 1, 122 (3)).

Ici s'arrête notre examen de la première condition de l'intervention : l'intérêt. Résumons-nous : l'intérêt, qu'il soit matériel ou moral, né ou éventuel, doit être sérieux et certain, c'est-à-dire avoir

1. Paris, 9 février 1833 ; S. 33. 2. 119.

2. Caen, 31 mai 1851, S. 52. 2. 113.

3. Cass., 25 juillet 1870, S. 72. 1. 122 ; Besançon, 28 juillet 1877 ; Paris, 26 juillet 1894, *Gaz. Pal.*, 94. 2. 242.

sinon un lien direct, du moins un lien étroitement connexe avec le débat principal. Le soin d'apprécier cet intérêt est inévitablement confié aux tribunaux ; ils ont un pouvoir discrétionnaire pour juger si l'intervention dont ils sont saisis, est vexatoire, surabondante ou utile. Nous avons vu par les espèces citées au cours de cette étude que la jurisprudence se montre très large et très facile pour les demandeurs à l'intervention ; d'une façon générale elle ne repousse leur requête, que lorsqu'elle n'est fondée sur aucun intérêt. Si cette jurisprudence paraît quelquefois présenter dans des cas similaires des décisions contradictoires, il faut l'attribuer aux circonstances de fait qui modifient souvent profondément les données légales et les solutions de principe.

SECTION II

Qualité

La seconde condition exigée des demandeurs à l'intervention est la qualité. Quelques auteurs, (Bioche, Rousseau et Laisney) paraissent avoir confondu la qualité et la capacité (cette dernière fera l'objet d'une troisième section) ; aussi est-il

nécessaire d'apporter quelques explications à cet égard et de préciser le sens du mot qualité. La qualité c'est le titre en vertu duquel on agit, en vertu duquel on figure par exemple dans un procès ou dans un contrat ; c'est la raison légale en vertu de laquelle l'on est investi d'un droit ; c'est en un mot le pourquoi, la cause de la personnalité juridique. Nous verrons au contraire plus loin que la capacité est quelque chose de tout à fait différent ; savoir la possibilité d'exercer soi-même et sans l'assistance, le secours de personne, le droit que la loi nous confère. Ceci posé, quelles sont les personnes qui ont qualité et celles, au contraire, qui en sont dépourvues ? Ce sont, avant tout, les titulaires, les propriétaires des droits ; ils ont au premier chef qualité, car ils disposent en maîtres absolus de la chose qui leur appartient. Ils ont, en conséquence, toute possibilité d'introduire toutes actions pour la défense et la sauvegarde de leurs droits. Ce sont ensuite les ayants cause des titulaires du droit, c'est-à-dire ceux qui ont un rapport juridique déterminé avec ces derniers, qui par exemple sont les continueurs de leur personnalité juridique ou ont reçu d'eux un engagement, une obligation. Au point de vue particulier qui nous occupe, c'est-à-dire au point

de vue de l'intervention, ce sont les plus importants. L'on comprend fort bien que le lien juridique qui les rattache à leurs auteurs, c'est-à-dire aux propriétaire ou précédent propriétaire du droit, objet du litige, les autorise à intervenir aux débats. Ainsi les héritiers, les créanciers, l'acquéreur, le cessionnaire, le garant, la caution, les codébiteurs solidaires, les personnes responsables du fait d'autrui sont en quelque sorte représentés dans l'instance par leurs auteurs. Un débiteur, par exemple, joue en partie le rôle de mandataire, car s'il plaide pour lui-même, il plaide aussi indirectement pour son créancier, le résultat du procès devant nécessairement augmenter ou diminuer son patrimoine et ce dernier se trouvant, de par la loi, être tout entier le gage du créancier. Et cette représentation est même pour ce dernier absolument obligatoire ; sa personnalité est confondue avec celle de son débiteur, à tel point que vis-à-vis des tiers, ils ne font tous deux qu'une seule et même personne et qu'ils ne pourront normalement repousser les effets d'un jugement rendu entre celui-là et ceux-ci. Le créancier devra, pour détacher sa personnalité, employer une voie de recours extraordinaire : la tierce opposition. C'est par elle seule qu'il pourra, brisant la fiction légale de

mandat, écarter les conséquences de la décision judiciaire qu'on lui oppose. Ainsi d'ailleurs pour les autres ayants cause. C'est en raison de ce rapport obligatoire de représentant a représenté que la doctrine et la jurisprudence permettent à ces derniers d'attaquer du chef de la partie mandataire et dans les délais impartis à celle-ci, par la voie de l'opposition et de l'appel, de la requête civile et du pourvoi en cassation le jugement préjudiciable à leurs intérêts communs. Il n'en faut pas davantage pour leur accorder *a fortiori*, le droit d'intervenir et de substituer à la douteuse sollicitude de leurs mandataires, bien souvent mal disposés, leur surveillance personnelle. Reste à savoir dans quelle mesure ils peuvent le faire ; c'est ce que nous allons étudier, en examinant successivement leurs qualités respectives.

I. — Créanciers

Celui qui contracte une obligation engage tout son patrimoine ; il est de toute nécessité que son créancier puisse l'empêcher de diminuer ce patrimoine ou de manquer de l'enrichir, et puisse, le cas échéant, exercer les droits du débiteur, au lieu et place de ce dernier. Le créancier aura donc le droit d'intervenir dans toutes les instan-

ces où seront en jeu des intérêts matériels. Cette intervention peut d'ailleurs se présenter sous deux formes différentes, suivant que les créanciers agissent en leur nom personnel, en vertu d'un droit qui leur est propre, de l'article 1167 Code civil, ou qu'ils se présentent au contraire comme exerçant simplement les droits de leur débiteur, en vertu de l'article 1166 Code civil.

a) Les premiers exercent l'action qui leur est directement attribuée par la loi sous la forme incidente de l'intervention comme ils le feraient par la voie principale. Il n'y a qu'une différence de procédure (1). Citons parmi ceux-ci : 1° les créanciers auxquels la loi accorde une action directe contre une personne qu'ils pourraient également poursuivre au nom de leur débiteur, en vertu de l'article 1166, comme le bailleur contre le sous-locataire (art. 1753 C. civ.), 2° les ouvriers engagés par un entrepreneur contre le propriétaire pour le compte duquels ils ont travaillé (art. 1798 C. civ.) ; les créanciers d'un commerçant en faillite qui peuvent au nom de la masse des créanciers et dans leur intérêt commun, demander la nullité des actes faits par leur débi-

1. Trib. Lyon, 24 mars 1888, *Mon. Jud.*, Lyon, 20 novembre 1888 ; Cass., 12 mars 1900, *Droit*, 20 mai 1900.

teur après la cessation des paiements ou dans les dix jours qui ont précédé (art. 443, 446, 448 C. comm.); 3° les créanciers d'une société commerciale et les créanciers personnels des associés qui peuvent demander la nullité de cette société pour défaut de publication, etc. Remarquons en passant que l'on ne considère pas ces créanciers, avec raison, comme représentés dans l'instance par leur débiteur, comme les créanciers ordinaires. Puisque la loi leur confère un droit distinct et particulier, elle doit les considérer comme des tiers, et partant les réputer étrangers au jugement.

b) Les seconds, c'est-à-dire ceux qui invoquent l'article 1166 Code civil, n'ayant pas de droit propre, ne font qu'exercer celui de leur débiteur. Ils peuvent intervenir dans toutes les actions où ce dernier est partie, dans le but, soit de l'aider dans sa défense, soit de déjouer les calculs frauduleux dont ils pourraient être victimes. En cette qualité ils peuvent formuler toutes les demandes, opposer toutes les exceptions de forme et faire valoir toutes les défenses au fond que le débiteur peut présenter. Nous rencontrons quelques applications de ce principe général posé par l'article 1166 Code civil, dans l'article 882 Code civil,

qui permet à un créancier d'un copartageant de s'opposer à ce qu'il soit procédé à un partage hors de sa présence, dans l'article 1447 qui autorise tout créancier intéressé à intervenir dans l'instance en séparation de biens pour la contester et enfin dans l'article 2225 Code civil, qui consacre au profit de tout créancier la faculté d'intervenir dans le débat pour faire valoir la prescription, lorsque le débiteur ne veut pas se servir d'un pareil moyen de défense. Ce droit d'intervention est admis dans la plus large mesure par la doctrine et la jurisprudence (1). Il est superflu de citer des espèces. Elles sont toutes l'application banale et courante du principe exposé. Ce dernier a pourtant des limites qui ne sont autres que celles posées par le même article 1166 Code civil, générateur du principe, savoir les actions personnelles. Il n'est pas douteux que pour celles qui adhèrent tellement à la personne, qu'elles ne peuvent être exercées que par elle, s'éteignent avec elle, l'intervention des créanciers ne peut être admise. Ce sont, suivant l'expression pittoresque du jurisconsulte Merlin, actions personnellissimes, et l'intérêt engagé est

1. Cass., 13 janv. 1874, S. 73. 1. 143 ; Douai, 7 février 1850, S. 50. 2. 537.

d'ordre trop élevé pour admettre des tiers à en troubler la dignité. Ainsi une instance en séparation de corps, étant au sens strictement grammatical du mot, une action personnelle, ne peut recevoir de tiers intervenants (1). La question est plus discutée, lorsqu'il s'agit d'actions mixtes ayant à la fois un intérêt moral et pécuniaire ; ces actions à la différence des premières peuvent de plus être exercées par des tiers. Telles sont par exemple les actions en désaveu de paternité, en réclamation d'état : suivant que le jugement à intervenir accordera ou refusera le titre ou la qualité contestés à leur débiteur, les créanciers verront le patrimoine de celui-ci augmenter ou diminuer. Malgré cela, il est admis que les créanciers ne peuvent intervenir dans les débats de ce genre, qu'ils pourraient troubler de leurs allégations téméraires ou excessives, l'intérêt de la morale et de la société devant l'emporter sur celui des tiers. Jugé dans ce sens par un arrêt de Cassation (2), que l'action qui tend à fixer l'état et la qualité d'un individu dans une famille, étant une action exclusivement attachée à la personne,

1. Trib. Nogent-le-Rotrou, 7 février 1890 ; Loi, 18 mars 1890.

2. Ch. requête, 6 juillet 1836.

le créancier de celui qui défendant à une action en désaveu, réclame la qualité d'enfant légitime, est irrecevable à intervenir dans l'instance ou s'agite cette question, alors d'ailleurs qu'il n'allègue aucun fait de collusion entre les parties en cause, ayant pour but de préjudicier à ses droits.

Il est une controverse, presque entièrement terminée aujourd'hui, mais qu'il nous faut pourtant signaler au passage, ne serait-ce que pour apporter un peu de précision dans la question. L'on a prétendu que l'article 1166, sainement entendu, supposait le cas où le débiteur n'exerçait pas lui-même ses droits ou les exerçait avec négligence et faisait donner lieu par sa conduite, à des soupçons de fraude et de mauvaise foi. On n'a donc voulu voir dans l'action basée sur cet article qu'une simple action subsidiaire et non une action principale. Dans ces conditions, on refusait à un créancier d'intervenir dans un débat où le débiteur était déjà partie principale, sauf les exceptions déjà citées, car l'article 1166, disait-on, supposait l'abstention de ce dernier. Sans quoi ce serait s'exposer à voir toujours le créancier se joindre à son débiteur, sous prétexte de le surveiller. Un arrêt de la Cour de Bordeaux (2 mai 1828) et de Cassation (8 décembre 1825) avaient^t

adopté cette interprétation (1), aujourd'hui entièrement abandonnée. Elle reposait, à notre avis, sur une confusion. Il n'est pas question, en effet, pour un créancier, d'intenter, au lieu et place de son débiteur, une action principale basée sur l'article 1166 C. civil ; celle-ci évidemment suppose l'absence du débiteur. A défaut par ce dernier d'agir, son ayant cause le fait. Ici le cas est tout autre ; il s'agit d'intervenir, c'est-à-dire de se mêler au débat principal. Il faut donc qu'il y en ait un d'engagé. Le débiteur y joue nécessairement le rôle de demandeur ou de défendeur. Autre chose est d'exercer soi-même les droits du débiteur, autre chose de surveiller simplement les faits et gestes de ce dernier. Dans le premier cas, c'est une action par substitution, dans le second un simple contrôle. Ce n'est qu'accessoirement que l'on invoque l'article 1166 pour fonder l'intervention : l'origine et la source de celle-ci se trouvent dans les principes généraux du droit civil. Les applications particulières dont nous avons parlé plus haut supposent d'ailleurs l'admission de l'intervention sans aucune distinction. Bien plus, elles seraient inexplicables et incompréhensibles sans cela ; comment, en

1. *Id.*, Cass., 8 nov. 1825, D. P. 1826. 1. 169.

effet, peut-on leur reconnaître cette généralité de signification et d'application, si on la refuse au principe lui-même.

II. — Acquéreurs

L'intervention de l'acquéreur ne soulève aucune difficulté. C'est en effet le successeur du titulaire originaire du droit, le continuateur de sa personne juridique. La qualité pour intervenir n'étant que la conséquence de la propriété du droit, il est naturel que cette qualité passe successivement à tous ceux entre les mains desquels passe successivement le droit. L'acquéreur, s'il y a du moins intérêt, peut donc parfaitement intervenir dans toutes les instances dirigées contre son auteur, son vendeur (1) Il a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation (28 novembre 1838) que l'acquéreur de l'immeuble dotal, dont le contrat de mariage autorisait la vente, mais à charge de remploi, est fondé dans le cas où le remploi n'a pas été effectué, à intervenir dans un ordre ouvert sur les biens du mari où la femme a produit, et à demander le maintien de la collocation de la femme, alors même que celle-ci s'en rapporte à justice. Décidé

1. Colmar, 26 juillet 1833, S. 34. 2, 168.

dans le même sens (1), que le sous-acquéreur d'un immeuble acquis d'un adjudicataire poursuivi en folle enchère, a intérêt à intervenir comme tiers dans la poursuite en folle enchère dirigée contre son vendeur, et dont le résultat doit être sa propre éviction ; cette intervention peut d'autant moins être repoussée que la revente sur folle enchère eut pu éventuellement être poursuivie sur sa propre tête.

Les mêmes règles s'appliquent au cessionnaire. Ce n'est, en effet, qu'un acquéreur de droits incorporels.

III. — Héritiers

Ce sont essentiellement les ayants cause ; on peut même dire juridiquement, qu'il n'y a pas de différence entre la personne des héritiers et celle du *de cujus*. Ceux-là sont les continuateurs entiers et complets de celui-ci. Ils doivent donc pouvoir intervenir dans toutes les questions intéressant la succession. Et cette faculté doit leur être accordée à tous indistinctement, quels que soient leurs droits, l'étendue de leur responsabilité, héritiers à réserve ou non, héritiers bénéficiaires ou purs et simples et même héritiers apparents ou réels (2).

1. Toulouse, 1^{er} mars 1890, *Gaz. Midi*, 4 mai 1890.

2. Montpellier, 13 avril 1899 ; Dalloz, mot : intervention.

Il est à peine besoin de faire remarquer que la présence d'un héritier, quelle que soit sa qualité dans l'instance, ne doit gêner en rien ses cohéritiers, ou légataires universels et particuliers. Ces derniers ayant les mêmes droits que lui, doivent avoir les mêmes faculté et liberté d'agir.

IV. — Garants

L'on groupe sous cette rubrique tous ceux qui ont à répondre de leurs faits ou de ceux d'autrui. Ainsi, un acquéreur est actionné par un tiers en revendication d'un immeuble. La responsabilité du vendeur est en jeu, car il doit garantie à son acheteur ! De même, le domestique d'un propriétaire, l'employé d'un commerçant ont, par leurs faits, causé préjudice à un tiers, lequel réclame des dommages-intérêts en justice. En qualité d'employeur, le patron est tenu à la réparation de ce préjudice. Ce sont en définitive ceux que la loi soumet à l'obligation de garantir, qui vont supporter les conséquences du jugement à intervenir. Leur responsabilité est gravement engagée dans le procès, et du résultat de ce dernier, celle-ci va se trouver peut-être considérablement atteinte. Il leur importe donc, au plus haut chef, d'intervenir aux débats pour venir en aide au défendeur, apporter

des preuves et des éclaircissements et par là éviter ou tout au moins atténuer en grande partie les conséquences dommageables du jugement. Aussi faut-il leur reconnaître qualité pour intervenir dans l'instance où se discutent les droits qui font l'objet de leur responsabilité (1). Il n'y a aucune difficulté à ce sujet.

V. — Locataires

On reconnaît généralement aux locataires le droit d'intervenir dans un procès pendant entre leur propriétaire et un tiers. La décision est loin de leur être indifférente, car l'éviction totale ou partielle des droits du propriétaire peut, suivant les cas, occasionner une privation ou une diminution de jouissance. Ils ne font donc que sauvegarder leurs intérêts en demandant à se joindre au débat principal, et ils ont à ce faire, une qualité aussi incontestable que les précédents ayants cause. Il a pourtant été décidé, par un arrêt de la Cour de Rouen (5 février 1887), que le locataire n'a pas qualité pour intervenir dans une contestation engagée entre son propriétaire et le pro-

1. Cass., 26 juin 1899, S. 49. 1. 560.

priétaire voisin, sur une question touchant la propriété de la chose louée, mais cette décision est toute particulière et isolée.

Cette énumération n'est nécessairement pas complète. Elle ne comprend que les groupes d'ayants cause les plus importants, Il y a bien d'autres personnes ayant qualité pour intervenir ; leur nombre est presque illimité. Mais notre principe est par l'analyse et l'étude des quelques exemples qui précèdent, suffisamment établi et précisé, pour nous permettre de solutionner par un raisonnement similaire les nouveaux cas qui pourront se présenter.

SECTION III

De la capacité

Nous arrivons à la troisième condition nécessaire pour intervenir : la capacité. Nous avons plus haut fait remarquer qu'elle se différencie profondément de la qualité. Celle-ci, nous venons de le voir, c'est le titre juridique nécessaire à l'exercice d'une action déterminée. Mais il ne suffit pas d'avoir la jouissance d'un droit, il faut encore être apte à l'exercer seul, et sans l'assistance de per-

— 50 —

sonne. Cette aptitude à faire seul les différents actes de la vie civile constitue ce que l'on appelle la capacité. Or il y a toute une série de personnes qui ne peuvent pas, par elles-mêmes et elles seules, exercer leurs droits et sont obligés pour cela d'emprunter le concours de tiers. La loi, à raison de leur situation particulière (âge, état d'esprit, sexe, etc.) leur impose l'obligation d'adjoindre à leur personnalité une personnalité étrangère, destinée à la compléter. Ce sont les incapables. Leur incapacité est plus ou moins complète et comporte des degrés. Certains sont atteints d'une incapacité juridique absolue, comme le mineur non émancipé, l'interdit légal ou judiciaire, l'individu non interdit placé dans une maison d'aliénés, la femme mariée pour les actions relatives à sa dot. Tous ces derniers sont dans l'impossibilité la plus complète d'exercer leurs droits ; la loi leur donne un représentant, tuteur, mandataire, séquestre, mari, qui agit à leur lieu et place. D'autres, au contraire, ne sont frappés que d'une demi-incapacité, comme le mineur émancipé (pour les actions immobilières), le prodigue, la femme mariée non dotale, la femme dotale pour ses paraphernaux, les personnes morales. Ils peuvent eux-mêmes, personnellement, exercer leurs droits ou actions, mais

ils ont à côté d'eux, à titre de contrôle et de surveillance, un tiers dont ils sont obligés de demander l'assistance et l'autorisation : tuteur, conseil judiciaire, préfet, etc.

Le fait d'ester en justice, tant par voie principale que par voie incidente, est soumis aux mêmes règles que les autres actes de la vie civile. Les incapables ne peuvent exercer ce droit qu'avec les restrictions et sous les conditions que nous venons d'indiquer. D'une façon générale, ils devront avoir recours à l'intermédiaire ou à l'assistance de leur représentant ou conseil pour intervenir. Sont incapables à ce point de vue, mais dans une mesure plus ou moins large, suivant leur degré d'incapacité, le mineur émancipé ou non, la femme mariée, les interdits, les personnes pourvues d'un conseil judiciaire, les contumax, les aliénés, les personnes morales et le failli. Nous allons étudier successivement l'incapacité de ces différentes personnes et la façon dont elles sont représentées dans la procédure d'intervention. Pourtant avant de commencer cet examen, il importe de faire une remarque d'ordre général. Il est d'application courante en cette matière que l'intermédiaire du représentant et l'assistance du conseil, ne sont obligatoires pour l'incapable, que relativement

aux droits dont la loi lui interdit de disposer librement. Toutes les fois que le législateur lui rendra sa liberté et sa capacité (et il en sera ainsi chaque fois qu'il s'agira d'intérêts qui lui seront exclusivement personnels), l'incapable devra pouvoir intervenir en son nom propre. Notons en effet que la capacité est la règle et l'incapacité l'exception et que celle-ci étant de stricte interprétation, il est illégal de l'étendre aux cas non spécialement prévus par la loi. Citons à l'appui deux arrêts, l'un de la Cour de Bastia (31 août 1826), disposant que s'il s'agit d'intérêts personnels et directs du mineur, par exemple, si on doit le contraindre à cesser d'habiter avec sa mère pour venir habiter chez son nouveau tuteur, l'intervention en cause de sa part doit être admise, quoi qu'il ne soit assisté ni de son tuteur ni de son subrogé-tuteur ; l'autre, de la Cour de Caen (19 mars 1839), décidant également que le conseil judiciaire d'un majeur de 25 ans qui a formé contre son ascendant une demande en mainlevée de l'opposition faite à son mariage, est sans qualité pour intervenir dans l'instance, afin de soutenir cette opposition.

Abordons maintenant l'étude de nos différents incapables.

1. MINEUR NON ÉMANCIPÉ

Les règles générales du droit civil sur l'incapacité du mineur et les pouvoirs du tuteur pour agir en son lieu et place vont nous servir ici de base. Nous savons que le mineur ne peut par lui-même exercer aucune action en justice ; c'est son mandataire, légal, le tuteur, qui agit pour lui, et le représente dans tous les actes de la vie civile. Comment et sous quelles conditions va-t-il pouvoir le faire, quant à l'intervention ? La réponse comporte des distinctions : les règles varient suivant le rôle que le mineur doit jouer dans l'instance, le caractère, la nature de celle-ci.

Il est admis généralement que le tuteur a plein pouvoir pour intervenir seul dans une instance où sont engagés les intérêts du mineur, quelle que soit la nature de cette instance, toutes les fois qu'il devra y jouer le rôle de défendeur. Il s'agit alors en effet d'une intervention particulière ; le tuteur au nom du mineur se joint au défendeur principal pour faire triompher ses prétentions ; il en prend la qualité et doit, en conséquence, bénéficier des règles et des principes applicables à ce dernier. Mais lorsque au contraire le mineur devra jouer

le rôle de demandeur, la règle n'est plus absolue et dépend essentiellement de la nature et du caractère des actions engagées. Cette différence de pouvoirs du tuteur est toute rationnelle ; le rôle de défendeur est bien moins important et périlleux que celui de demandeur et de plus il est toujours imposé. Tantôt donc il pourra intervenir seul, tantôt, au contraire, il lui faudra l'autorisation du conseil de famille. — Pour les actions immobilières, cette autorisation est nécessaire ; il faut en décider ainsi, étant donné le texte de l'article 464 C. civil. C'est un argument *a fortiori* ; pourquoi ne pas admettre pour l'action incidente la règle admise pour l'action principale. Les actions immobilières, du moins aux yeux de notre législation, inspirée tout entière du principe singulièrement inexact aujourd'hui, *res mobilis, res vilis*, engagent des intérêts bien autrement considérables et importants : de là cette garantie particulière : l'autorisation du tribunal familial, exigée par notre Code. Disons en passant, qu'obtenue après l'intervention faite, mais à un moment où celle-ci est encore recevable, cette autorisation rétroagit en quelque sorte et valide toute la procédure déjà faite. La jurisprudence est en ce sens. En raison du silence de la loi sur les actions mo-

bilères on admet que le tuteur, même demandeur, peut intervenir seul et sans l'autorisation du conseil de famille.

Que décider à l'égard des actions possessoires ? Une controverse s'est élevée à cet égard. Certains auteurs ont prétendu que, puisqu'ils s'agissait d'intérêts immobiliers, l'autorisation du Conseil était nécessaire. D'autres, plus nombreux et mieux avisés, ont pensé au contraire, que les actions possessoires, étaient avant tout des actions conservatoires, des actes d'administration et qu'à ce titre, elles étaient susceptibles d'être intentées par le tuteur sans autorisation. Nous nous rallions, avec la jurisprudence, à cette opinion, aujourd'hui d'ailleurs unanimement admise ; c'est méconnaître en effet le caractère des actions possessoires que de ne point remarquer que, n'ayant pour objet que des actes de jouissance et de possession, elles ne compromettent en rien la question de droit et de propriété.

A l'égard des actions relatives à la personne du mineur, il est admis par la majorité des auteurs, que le tuteur pourrait également intervenir, sans autorisation du conseil de famille(1), comme de-

1. Grenoble. 14 février, 5 décembre 1883, S. 84. 2. 73.

mandeur ou défendeur. On rencontre, il est vrai, une opinion contraire (Aubry et Rau, t. I, p. 463 et 464) qui exige cette autorisation, les questions d'Etat étant, d'après elle, aussi importantes que celles qui concernent les immeubles et touchant de bien plus près aux intérêts les plus chers de la famille. — Mais ces considérations ne peuvent suppléer au défaut de texte et comme il faut une disposition expresse et spéciale pour déroger aux prescriptions de l'article 450 C. civil, qui pose d'une manière générale les pouvoirs du tuteur, nous en concluons, qu'à défaut de cette disposition, ces pouvoirs restent entiers et ne sont soumis à aucune formalité. Ce dernier peut donc intervenir librement dans les instances, où s'agitent de pareilles questions, sans aucune espèce d'autorisation. De tout ce que nous venons de dire il ressort que le tuteur, représentant du mineur, a toujours capacité nécessaire pour intervenir dans les procès où les intérêts de ce dernier sont engagés, soit de son propre gré, soit après autorisation du Conseil de famille. Cette règle n'est point cependant absolue. Elle comporte certaines dérogations qu'il nous faut indiquer. Tout d'abord, il n'appartient pas toujours au tuteur d'intervenir au nom du mineur : chaque fois que les

intérêts de celui-ci se trouveront en opposition avec ceux du tuteur, c'est au subrogé-tuteur qu'il conviendra de confier ces intérêts. Nous voyons ainsi en scène un nouveau représentant ; il aura tous les pouvoirs de celui qu'il remplace. Dans d'autres cas également, le mineur peut se passer de représentant, n'avoir ni tuteur, ni subrogé-tuteur, agir lui-même en personne ; ce sont ceux où des intérêts exclusivement attachés à sa personne sont en jeu. Nous nous sommes plus haut expliqué à cet égard sous forme de remarque générale ; nous avons même cité quelques exemples jurisprudentiels. — Telles sont les conditions que la loi met à l'intervention du tuteur au nom du mineur ; elles sont, on le voit, très simples et se résument en somme, sauf les exceptions qui viennent d'être indiquées, dans la faculté d'agir seul ou de prendre l'autorisation du conseil de famille.

2. MINEUR ÉMANCIPÉ

L'émancipation confère au mineur qui en est l'objet une demi-capacité ; ce dernier peut désormais faire tous les actes d'administration. Quant aux autres, actes de disposition et d'aliénation, il n'est pas représenté par un tuteur. Il agit lui-

même, en son nom personnel, mais à raison de son inexpérience, on lui adjoint un conseiller, le curateur, qui l'assiste, dans l'accomplissement de ces différents actes. Il en résulte que le mineur émancipé pourra, de son nom propre, ester en justice, soit au principal, soit incidemment ; il devra seulement, lorsque l'instance dans laquelle il désirera intervenir, dépassera la mesure d'un acte d'administration, obtenir l'assistance de son curateur. Ici plus de représentation proprement dite, plus de consultation et d'autorisation du conseil de famille. C'est ainsi, par exemple, que dans une action immobilière, le mineur émancipé ne pourra intervenir, qu'il se joigne au demandeur ou au défendeur, qu'en se faisant assister de son curateur. Il en est de même à l'égard des actions concernant les questions d'Etat : action de désaveu, en réclamation de filiation légitime ou naturelle. Gardons-nous également de deux opinions extrêmes, d'après lesquelles le mineur émancipé, aurait dans de pareilles actions, soit le droit d'intervenir seul et sans l'assistance de personne, soit l'obligation de recourir non seulement à l'assistance de son curateur, mais aussi à l'autorisation du conseil de famille. Il est aussi inexact d'augmenter la capacité du mineur émancipé,

que de la diminuer ; or, cette dernière est nettement fixée par les articles 480, 481 et 482 C. civil. Y ajouter ou y retrancher serait aller contre le texte et l'esprit de la loi. Ces considérations nous amènent à conclure que le mineur émancipé peut intervenir seul dans une action mobilière : l'argument d'analogie est le même que pour le mineur non émancipé. Lui prescrire de se munir de l'assistance de son conseil pour intervenir en demandeur dans une action immobilière et ne rien dire au sujet d'une action mobilière c'est dire tacitement, mais très formellement, qu'il a la capacité normale pour jouer le même rôle dans une instance de cette nature. Le mineur émancipé peut également intervenir seul dans les actions immobilières possessoires ; un pareil acte est de la compétence normale et courante d'un tel mineur.

3. FEMME MARIÉE

La capacité de la femme mariée, au point de vue de l'intervention, varie suivant le régime matrimonial.

a) *Femme mariée non dotale.* — Elle doit pour intervenir, être autorisée par son mari, quand même, dit l'article 215 du Code civil, elle serait

marchande publique, ou non commune, ou séparée de biens. A défaut de cette autorisation maritale, elle doit obtenir l'autorisation de justice. L'une ou l'autre de ces deux autorisations lève son incapacité, la restitue dans l'intégralité de ses droits, et elle peut désormais intervenir dans une instance pendante entre deux tiers avec la même liberté et la même capacité que si elle était majeure et célibataire (1). Il est inutile de dire qu'il s'agit, bien entendu, d'instances dans lesquelles sont engagés les propres, les biens personnels de la femme, car pour les biens de la communauté, le mari en est le chef et le maître, et seul il a le droit de la représenter en justice. Cette possibilité pour la femme non dotale d'intervenir sous les conditions qui viennent d'être indiquées, n'enlève pas d'ailleurs au mari l'exercice d'un droit identique. Il est chargé de l'administration des biens personnels de sa femme, aux termes de l'article 1428 C. civil, et à ce titre, il a le droit d'exercer seul, et à plus forte raison, concurremment avec sa femme toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à celle-ci. Cette faculté ou plutôt ce droit, est une conséquence de l'obligation d'administrer, et si par abstention le

1. C. cass., 14 nov. 1831, D. Cont. Mariage, 336.

mari se rendait coupable de fautes sérieuses dans cette gestion, la femme serait en droit de lui en demander compte. C'est du reste ce que dit expressément l'article 1428 C. civ. *in fine*. Mais ce droit d'action et d'intervention s'arrête là : le silence de l'article 1428 fondamental en cette matière est voulu et calculé. Nous en concluons qu'il faut refuser au mari le droit d'intervenir dans les actions immobilières pétitoires où sont engagés les intérêts personnels de la femme. C'est à celle-ci exclusivement qu'il faut réserver ce droit ; elle seule, en effet, est intéressée et si elle néglige d'intervenir, elle supportera seule la diminution de droits qui pourra résulter de cette fautive abstention. Il ne faudrait pourtant pas admettre cette conclusion, sans réserves : le procès dans lequel sont engagés les droits réels de la femme, par exemple la question de propriété d'un propre, intéresse quelque peu la communauté. Celle-ci, en effet, est usufruitière des biens propres des deux époux ; l'issue du procès ne lui est pas indifférente. La perte du propre contesté va entraîner pour elle une diminution plus ou moins grande de revenu. Aussi admet-on que le mari, en qualité de chef de la communauté, s'il ne peut intervenir comme demandeur ou défendeur au pétitoire, peut du

moins, au cas d'inaction de la femme, prendre part aux débats, non pour revendiquer l'immeuble, dont ni lui, ni la communauté ne sont propriétaires, mais seulement pour faire valoir les droits de celle-ci à la jouissance de cet immeuble par l'action confessoire d'usufruit. Ce n'est d'ailleurs qu'au cas d'abstention de la femme, que cette intervention au possessoire du mari est possible, l'intervention de la femme au pétitoire sauvegardant à la fois les intérêts de la communauté et les siens propres.

b) *Femme mariée dotale*. — La capacité de la femme mariée sous ce régime change suivant qu'il s'agit de biens dotaux ou de biens paraphernaux.

1. BIENS DOTAUX

A l'inverse de règles posées plus haut pour le régime de la communauté, la femme n'a aucune capacité pour intervenir dans un débat où les intérêts de ses biens dotaux sont en jeu. Le mari seul peut agir ; seul il est chargé de l'administration et de la conservation de la dot. Partout il a l'exercice exclusif non seulement des actions possessoires, mais aussi des actions pétitoires. Il

peut en conséquence intervenir dans un procès où les deux parties principales se discutent un domaine dotal et revendiquer la propriété de cet immeuble. Tel est le principe posé par l'article 1549 Code civil. Il suffit pour en saisir toute la portée de rapprocher les paragraphes 2 de cet article et de l'article 1428 Code civil, et d'en remarquer la différence de rédaction. De pareilles règles sont d'ailleurs une très grande dérogation aux principes généraux de notre droit qui ne donnent habituellement l'exercice des actions pétitoires qu'aux véritables propriétaires et non aux simples administrateurs ou usufruitiers. Que si le mari ne veut pas intervenir dans l'instance en question pour sauvegarder les intérêts dotaux, il ne reste d'autres ressources à la femme au cas d'insolvabilité du mari, que de demander en raison du péril de la dot, la séparation de biens. Elle retrouvera par ce moyen ses droits d'administration et notamment celui d'intervenir.

Pourtant cette incapacité absolue de la femme dotale souffre quelques exceptions. Le mari ne peut aux termes de l'article 818, intenter l'action en partage ou défendre à celle intentée par les cohéritiers de la femme, sans le concours de celle-ci, à l'égard des objets qui ne tombent pas

en communauté. Le mari peut seulement demander un partage provisionnel s'il a la jouissance des biens. Les cohéritiers de la femme ne pourront obtenir ce partage définitif que s'ils mettent en cause le mari et la femme ; celle-ci a donc la faculté d'intervenir volontairement, au lieu d'attendre son appel en cause. L'on a discuté quelque temps si l'article 818 était applicable au régime dotal ; comme l'on admet généralement aujourd'hui l'affirmative, nous avons examiné et traité cette exception. La femme dotale est encore capable d'intervenir sur des poursuites d'expropriation forcée, celles-ci devant aux termes de l'article 2208, alinéa 2, Code civil, être dirigées contre le mari et la femme autorisée, et dans une instance en règlement d'indemnité en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble dotal. Mais on le voit ces exceptions sont à la vérité fort rares et l'on peut considérer le principe posé plus haut comme d'application courante.

2. BIENS PARAPHERNAUX

La femme peut valablement intervenir dans les instances où les intérêts inhérents à ces biens sont engagés, car elle en a l'administration et la

jouissance; à ce titre elle peut intenter tant au principal qu'incidemment, les actions possessoires et pétitoires. Elle aura besoin seulement de se munir de l'autorisation normale du mari ou de justice.

3. FEMME SÉPARÉE DE CORPS ET DE BIENS

La nouvelle loi du 6 février 1893 dans son article 3 a rendu à la femme séparée de corps le plein exercice de sa capacité civile. Ainsi relevée de son incapacité de femme mariée, elle recouvre la faculté d'exercer seule et sans contrôle tous ses droits; elle est assimilée à la femme célibataire et majeure. Elle pourra donc ester en justice, aussi bien par voie principale que par voie incidente, en intervenant. Elle n'aura besoin d'autorisation, ni de mari, ni de justice.

4. INTERDIT JUDICIAIRE. — INTERDIT LÉGAL

L'interdit judiciaire est, d'après les termes de l'article 509 du Code civil assimilé de tous points au mineur; sa capacité est absolument identique. Il faudra donc suivre les règles de la tutelle ordinaire, et ne reconnaître qu'au tuteur à l'interdiction le droit d'intervenir. Il existe cependant un

cas où l'on doit nécessairement admettre l'intervention personnelle de l'interdit ; c'est celui où une demande en main-levée de l'interdiction est formée par un tiers (1). C'est essentiellement un droit personnel et l'exercice d'un pareil droit, doit comme pour le mineur, être réservé au titulaire, à l'interdit. Il serait d'ailleurs singulièrement illogique de reconnaître à ce dernier la faculté d'introduire une action principale devant les tribunaux pour obtenir main-levée de l'interdiction, conformément à la jurisprudence et à la majorité des auteurs, et de lui refuser celle d'intervenir sur une demande de cette nature, déjà formée par des tiers, des parents par exemple.

Quant à l'interdit légal, l'incapacité est plus complète. Cela tient à la différence de caractère de ces deux mesures. Celle-là l'interdiction judiciaire, est une mesure de protection pour ceux auxquels l'insanité d'esprit, la démence ne permettent pas d'administrer leurs biens. Lors donc que cette protection peut, pour un acte déterminé et sans inconvénients pour celui qui en est l'objet, être suspendue, on laisse celui-ci agir seul. Mais l'incapacité de l'interdit légal est une peine accessoire de la condamnation ; c'est un châti-

1. Bordeaux, 8 mars 1822, S. 22, 2, 205.

ment qui lui est infligé par la loi pénale. Il est difficile d'atténuer cette peine et d'en suspendre même pour quelques instants les effets. La peine doit être complète et continue. De ceci il faut conclure que l'incapacité de l'interdit légal est absolue et qu'en aucun cas il ne pourra intervenir.

5. PERSONNES POURVUES D'UN CONSEIL JUDICIAIRE

Elles ont pour certains actes de la vie civile besoin de l'assistance de leur conseil; il n'y a aucune raison de fait ou de droit pour apporter à cette demi incapacité un dérogation en faveur de l'intervention. Conformément aux articles 499 et 513 Code civil, nous exigeons d'elles comme pour l'action principale, l'assistance du conseil judiciaire.

6. CONTUMAX

L'article 465 Code instruction criminelle le dessaisit de l'administration de sa fortune, le prive de la faculté d'introduire toute action en justice. C'est l'administration des domaines qui lui est substituée. Il est à peine nécessaire d'ajouter que cette dernière ayant le droit d'actionner au principal au lieu et place du contumax, peut

également former l'action incidente qui a nom l'intervention.

7. ALIÉNÉS

Une distinction s'impose ici. En ce qui concerne les aliénés non internés, leur capacité est une pure question de fait. Sont-ils ou non en état de démence au moment où ils formulent leur requête d'intervention? De la solution de cette question dépend celle de la validité d'intervention. Notons d'ailleurs qu'il existe une présomption de lucidité en faveur des aliénés non internés et que c'est aux tiers invoquant la démence, cause de nullité de l'acte litigieux, à prouver qu'elle existait au moment de la réalisation de l'acte.

Quant aux aliénés internés, mais non interdits, il y a divergence dans la doctrine. Certains auteurs se fondant sur l'article 33 de la loi du 30 juin 1838 considèrent le placement dans un asile comme engendrant pour celui qui en est l'objet une incapacité absolue d'ester en justice, repoussent dès lors toute intervention personnelle de sa part et n'accueillent que celle formée par leur mandataire *ad litem*. D'autres au contraire, plus rationnellement, nous semble-t-il, n'attachent pas à l'internement cette conséquence rigou-

reuse. L'aliéné même interné, ne peut être assimilé à un interdit. C'est une erreur juridique de le considérer *a priori* comme un incapable. Il doit être présumé jouir de toute sa liberté de pensée et de toute sa lucidité d'esprit jusqu'à preuve du contraire ; tant que cette preuve ne sera pas rapportée, ces actes devront être considérés comme valables. Il faut donc admettre l'intervention personnelle de l'aliéné interné et n'exiger la représentation de ce dernier par son mandataire *ad litem* que lorsqu'il sera nettement établi qu'il ne jouit pas de son bon sens et ne se trouve pas dans un intervalle lucide.

8. PERSONNES MORALES

Elles ont besoin pour agir en justice d'une autorisation administrative et tant qu'elles ne l'ont pas obtenue, elles sont frappées d'une incapacité absolue. Ne peuvent donc intervenir qu'après avoir reçu du Conseil de préfecture une autorisation de plaider, les communes et certains établissements publics (établissements hospitaliers communaux, bureaux de bienfaisance, fabriques, etc.) (1). Cette autorisation n'est évidemment que toute spéciale

1. Cuss., 24 mai 1869, D. 71. 1. 133 ; Grenoble, 28 juin 1869, D. 72. 1. 127.

et ne vaut que pour le cas déterminé en vue duquel elle a été obtenue. Notons cependant que les personnes morales ont le droit d'intervenir sans autorisation dans les actions possessoires, ce sont en effet des actions urgentes, n'engageant aucune question de propriété et par là même peu dangereuses pour les communes. Le maire doit seulement se munir de l'autorisation du conseil municipal.

9. FAILLI

Le failli se trouve frappé d'une incapacité toute particulière. L'article 443 Code commerce lui enlève l'administration de sa fortune et la remet entre les mains d'un tiers, le syndic. C'est à ce dernier seul qu'il appartient désormais d'agir tant en demande qu'en défense, pour faire valoir les droits et actions qui composent le patrimoine du failli. Telle est la règle au point de vue de l'action principale; mais, et c'est en ceci que consiste la particularité que nous annoncions plus haut, il en est différemment en matière d'action incidente. Si le failli est dans l'incapacité la plus absolue d'introduire en justice une instance principale, il est parfaitement capable d'intenter une action incidente, c'est-à-dire d'intervenir. Le

paragraphe 4 de l'article 443 Code commerce, amendant un peu les termes absolus des précédents paragraphes, permet en effet aux tribunaux de recevoir le failli partie intervenante lorsqu'ils le jugent convenable. C'est une dérogation importante à l'incapacité du failli. Remarquons pourtant le libellé de ce paragraphe 4 : ce texte ne lui confère nullement pleine capacité pour intervenir ; il ne lui reconnaît pas un droit absolu d'intervention, dont il pourrait, suivant son appréciation discrétionnaire user ou non. C'est une simple faculté qui lui est conférée par la loi, le tribunal est d'ailleurs seul juge de l'opportunité de cette intervention. Une décision de la cour de Caen montre bien la portée et la limite exactes de cette capacité du failli ; il peut seulement intervenir dans les actions intentées contre le syndic, il ne pourrait jamais lui-même personnellement comme partie principale, agir, bien que ce fut dans l'intérêt de la masse, si le syndic restait inactif. Notons en terminant que le failli conserve intégralement l'exercice de ses droits moraux exclusivement personnels. Il peut alors intervenir personnellement, et cela sans aucune autorisation de justice, en cas de diffamation notamment.

SECTION IV

Intervention en appel

L'intervention est admise en appel et y rend d'ailleurs les mêmes services qu'en première instance. Mais pour les raisons que nous indiquons tout à l'heure, elle est soumise à des conditions plus rigoureuses qui en restreignent le champ d'application. Nous venons de voir que pour qu'elle puisse avoir lieu devant les tribunaux du premier degré, il suffisait que l'intervenant eut intérêt, qualité et capacité. Et il nous a été donné de constater que pour l'appréciation de l'existence de ces diverses conditions, la jurisprudence, en l'absence de texte précis et formel, se montrait très large et tolérante. L'on ne faisait en somme que suivre les règles du droit commun pour l'exercice des actions en justice. Devant les juridictions du deuxième degré, les choses changent complètement : nous avons ici un texte des plus formels et des plus impératifs, l'article 466 Code de procédure civile, ainsi conçu : « Aucune intervention ne sera reçue, si ce n'est de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce

opposition ». Et si l'on se réfère à l'article 474, auquel renvoie cet article 466, et qui règlemente les conditions d'exercice de la tierce opposition, il y est édicté « qu'une partie ne peut former tierce opposition qu'à un jugement qui préjudicie à ses droits et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente, n'ont été appelés ». Il faudra donc pour former tierce opposition à un jugement comme pour intervenir en cause d'appel (l'article 466, Code procédure civ, assimile en effet entièrement les deux procédures), réunir les conditions suivantes : 1^o Eprouver un préjudice par le fait du jugement ; 2^o Ne pas avoir été partie audit jugement ; 3^o Ne pas y avoir été représenté. Ces conditions ne sont d'ailleurs nullement exclusives de celles exigées en première instance ; celles-ci devront s'ajouter à celles-là. Toutes sont formellement exigées et l'absence de l'une quelconque d'entre elles ferait rejeter la demande quelque fut l'intérêt des tiers.

Quelle est donc la raison pour laquelle le législateur s'est montré plus exigeant et plus sévère pour les tiers intervenants en appel qu'en première instance ? Voici : avant le prononcé du jugement, l'intervention n'était qu'un développement de l'instance, un incident étendant la sphère

du procès, permettant à un tiers de prendre part aux débats pour y faire valoir ses droits et empêcher qu'un préjudice lui soit causé. Ce n'est donc là qu'un moyen de procédure destiné à sauvegarder les intérêts des tiers. Au contraire, après que les juges ont statué, l'intervention change pour ainsi dire de caractère : de moyen préventif qu'elle était avant la sentence, elle devient un moyen réparateur ; le tiers intervenant en cause d'appel demande en fin de compte la rétractation et la réformation du jugement, sinon au fond et d'une façon absolue, du moins d'une façon relative et personnelle. L'intervention en appel présente donc bien plus le caractère et le but d'une voie de recours que d'un simple incident. Aussi le législateur l'a-t-il assimilé dans ses conditions d'exercice à celle des voies de recours dont elle se rapproche le plus, c'est-à-dire la tierce opposition.

Ajoutons qu'il y avait une autre raison pour le législateur à faire une pareille assimilation : il y avait un danger à éviter. En intervenant seulement en appel, le tiers intéressé prive les plaideurs principaux des garanties établies par l'institution des différents degrés de juridiction. Et c'est là la violation du droit le plus élémentaire et plus absolu des plaideurs.

Ces quelques explications préalables données, examinons la triple condition exigée par la loi pour intervenir en appel ou former tierce opposition.

I. — **Eprouver un préjudice causé par le jugement**

Nous avons déjà vu que pour intervenir en première instance, il fallait avoir intérêt, et cela en vertu des principes généraux et de la règle : pas d'intérêt, pas d'action. En appel, il faut en outre que le jugement cause un préjudice à l'intervenant, le lèse dans ses droits. Notons d'abord toute une série d'hypothèses hors de toute discussion. C'est ainsi qu'on n'admettra pas l'intervention de la part de ceux qui, par leur seule qualité de tiers aux débats, peuvent repousser l'effet d'un jugement. Ainsi un héritier qui, malgré un jugement rendu contre son cohéritier, a conservé toute sa liberté d'action pour son compte personnel ne serait pas recevable (Metz, 31 mars 1849, D. A., mot *Tierce opposition*, n° 12, p. 649). De même, on ne saurait accueillir la demande de celui qui veut intervenir sur l'appel d'un jugement, lequel loin de préjudicier à ses droits lui est avantageux et statue dans le sens de ses prétentions (Rennes, 12 janvier 1811, Dalloz, mot *Intervention*, n° 80).

L'on ne peut non plus intervenir en appel sur le simple motif qu'il est possible que l'arrêt à rendre puisse nuire à l'intervenant. Il faut avoir un intérêt actuel et un droit acquis auxquels le jugement aurait préjudicié (Bourges, 7 décembre 1825, Dalloz, *loc. cit.*, n° 80). Le préjudice peut consister dans une atteinte directe et matérielle du droit d'autrui. C'est le préjudice le plus courant. Il s'agit par exemple d'un jugement condamnant un propriétaire à boucher des vues dans un immeuble occupé par l'usufruitier. Le dommage pour ce dernier est des plus faciles à apprécier : il est direct et immédiat. Mais le plus souvent c'est d'une façon tout à fait indirecte et médiate que le jugement peut nuire aux tiers : le droit qui implique la décision sujette à appel et celui qu'invoque et que prétend le tiers opposant sont incompatibles. Quel est celui des deux droits qui sera préféré à l'autre ? C'est ici que les divergences commencent et que les solutions diffèrent. Un simple préjugé résultant d'un jugement est-il suffisant pour motiver une intervention en appel ? Nous avons posé la même question dans la précédente section et constaté que la jurisprudence la plus récente y avait répondu affirmativement. Affirmative est encore la réponse de la jurisprudence pour la

présente hypothèse : les plus récentes décisions judiciaires rendues sur la matière entendent toutes le mot préjudice, dans un sens très large. « La loi a voulu, dit un arrêt de Caûssation du 6 août 1862 (S., 62. 1. 774), qu'une partie pût former tierce opposition au jugement préjudiciant à ses droits : elle n'a pas exigé que le préjudice fut direct et nécessaire. Il suffit que cette décision implique et reconnaisse un droit incompatible avec celui auquel prétend le tiers opposant et qu'il aurait intérêt à soutenir. » Dans des arrêts encore plus récents, la jurisprudence a été jusqu'à accueillir l'intervention « parce que le jugement formait un préjudice contraire aux prétentions que le tiers opposant avait intérêt à élever et à soutenir » (Cass., 5 janvier 1886, S. 80. 1. 174 ; Bordeaux, 12 juillet 1888, S. 89. 2. 40). Nous estimons cependant que cette façon d'envisager le simple préjudice est quelque peu fausse. Un simple préjugé défavorable n'est pas un préjudice : la décision attaquée doit porter atteinte à un véritable droit et non à une simple prétention possible. Sans quoi c'est admettre le préjudice d'une façon moins sévère et plus large que le simple intérêt ; c'est traiter avec plus de faveur l'exercice de l'intervention devant la Cour d'appel qu'en première in-

stance, ce qui est évidemment contraire à l'intention du législateur.

Une atteinte portée à l'honneur et à la considération est-elle de nature à légitimer une intervention en appel ? Un tiers par exemple est attaqué dans un écrit diffamatoire produit devant une Cour d'appel ; peut-il intervenir devant cette Cour afin de demander la suppression de cet écrit ? Bien que ce soit là une question de fait sur laquelle l'on ne puisse pas se prononcer d'une façon absolue, la jurisprudence admet presque couramment dans des circonstances pareilles la possibilité de l'intervention (Cass., 10 février 1869, S. 69. 1. 357 ; 26 janvier 1886, S. 88. 1. 299 ; Poitiers, 19 novembre 1886, S. 88. 2. 57). L'on apporte pourtant un amendement à cette règle, et il est de pratique constante de rejeter les demandes d'intervention basées sur des allégations contenues dans les motifs d'un jugement. Les attendus ne sont en effet que de simples raisonnements qui ne sont pas de nature à atteindre les tiers. Seuls, les termes du dispositif sont à considérer, seuls ils peuvent constituer un préjudice réel et sérieux pour les tiers ; seuls, partant, ils doivent donner lieu à l'intervention.

On reconnaît généralement, comme nous l'avons

vu, aux officiers ministériels la faculté d'intervenir en première instance, dans tout procès soutenu par un de leurs membres et qui met en question un droit intéressant la compagnie toute entière. La même solution est-elle applicable aux instances d'appel? La question est controversée. Dans le sens de la négative, il a été décidé que le jugement qui dénie à un avoué le droit de plaider les affaires d'une certaine nature, ne peut être frappé de tierce opposition par les autres avoués exerçant près le même tribunal et que dès lors ceux-ci ne sont pas recevables à intervenir sur l'appel du jugement (Civ. Cass., 30 décembre 1878, D. P. 81. 1. 57). L'affirmative a été, au contraire, consacrée par un autre arrêt qui a posé en principe qu'une chambre des notaires est irrecevable à intervenir en appel, dans un litige dont l'issue intéresse les notaires, par exemple dans une contestation portant sur le point de savoir si les ventes mobilières sont dans les attributions exclusives du notariat (Besançon, 28 juillet 1877, D. P. 78. 2. 50). Il nous semble pourtant qu'en pareil cas on ne doit pas hésiter à déclarer non recevable l'intervention. En effet, un jugement ne peut être considéré comme portant préjudice aux droits d'une personne qui n'y a pas été partie, qu'autant que son exécution est de

nature à réfléchir contre cette dernière. L'article 474 C. proc. civ. exige pour que la tierce opposition soit possible, que le jugement contre lequel est exercé le recours, préjudicie aux droits du tiers opposant et que celui-ci n'ait été ni présent, ni représenté, lors de ce jugement, et les mêmes conditions sont exigées pour l'exercice d'un droit d'intervention en appel. Il est de toute évidence que le jugement qui refuse à un avoué le droit de plaider une affaire d'une certaine nature ne produit pas un effet semblable à l'égard des autres avoués exerçant près le même tribunal.

Le conseil d'un ordre d'avocats a également le droit, d'après la jurisprudence, d'intervenir, même en appel, dans une instance, où il considère que l'une des prérogatives appartenant aux membres de son ordre est mise en discussion (Paris, 26 juillet 1894, sous Cass., 2 février 1895, D. P., 95. 1. 188). Notons qu'une décision en sens contraire avait été rendue par la Cour de Montpellier le 6 mars 1890, D. P. 91. 2. 142. Telle est la première condition de l'intervention en appel.

II. — Ne pas avoir été partie au jugement

On ne peut intervenir sur l'appel d'un jugement que si ce jugement a été rendu *inter alios*, c'est-

à-dire si l'on n'a figuré au procès ni par soi-même ni par un représentant. Et cela se conçoit aisément. Celui qui a pris part au jugement a pu, en effet, y défendre ses droits tout à loisir ; si le jugement le lèse, il a les voies de recours ordinaires que la loi donne aux parties pour obtenir sa réformation. Le tiers qui est intervenu en première instance est lui-même considéré comme une partie ; il ne peut plus intervenir. Il est obligé de se contenter des voies de recours ordinaires, c'est-à-dire l'appel ou le pourvoi en cassation. Toutefois le tiers dont la demande d'intervention a été déclarée tardive et rejetée par un jugement interlocutoire n'est pas réputé avoir été partie à ce jugement non plus qu'au jugement définitif, et par suite il est recevable à intervenir sur l'appel de ce dernier jugement (Orléans, 10 février 1876, S. 76. 2. 321). Mais rien n'empêche qu'après avoir figuré en première instance avec une qualité déterminée, on ne puisse intervenir en appel avec une qualité différente, acquise depuis le jugement ; par exemple après avoir agi en son nom personnel en première instance, on pourrait parfaitement intervenir en appel comme cessionnaire des droits d'un tiers (Req. Cass., 21 mai 1855, D. P. 55. 1. 279). L'article 1351 C. civil, nous apprend en effet qu'un

jugement rendu contre une personne n'a contre elle l'autorité de la chose jugée que s'il a été rendu contre ladite personne en la même qualité. Toutefois un simple changement survenu dans l'état d'une partie entre le premier procès et l'appel ne ferait pas qu'elle devint un tiers ; ainsi le mineur représenté à un procès par son tuteur ne saurait, sous prétexte qu'il est devenu majeur, intervenir en appel (Cassation 10 juillet 1827).

III. — N'avoir pas été représenté

Il y a toute une série de personnes qui bien que ne figurant pas elles-mêmes et en personne au procès, y sont néanmoins représentées et perdent par cela même la qualité de tiers. On doit donc les considérer comme parties aux débats et par suite leur refuser la faculté d'intervenir, encore plus rigoureusement en appel qu'en première instance, en raison des prescriptions formelles de l'art. 474 C. proc. civ. Quelles sont donc ces personnes qui ne figurent pas à l'instance, mais y ont des mandataires ? L'examen de cette question ne manque pas de soulever quelques controverses. Nous avons déjà maintes fois fait observer que d'une façon générale celui qui a été représenté se trouve lié par

le jugement, comme s'il y avait été partie. Or on peut être représenté de deux façons différentes : 1^o comme ayant cause lorsqu'on tient ses droits d'un autre qui a figuré à l'instance ; 2^o comme mandant, lorsqu'on a donné ou que la loi a donné à quelqu'un mandat d'agir en justice en notre nom. Examinons successivement ces deux modes de représentation.

1. AYANTS CAUSE

La loi distingue deux sortes d'ayants cause, ceux à titre universel et ceux à titre particulier.

a) *Ayants cause à titre universel.* — Tels sont les héritiers, les donataires, les légataires universels ou à titre universel. Ce sont au premier chef et au sens complet du mot des représentants. Ils continuent la personne juridique de leur auteur, à tel point qu'abstraitement et théoriquement parlant, il n'y a pas de différence entre ce dernier et leurs successeurs. Ils se trouvent donc tout naturellement obligés par les jugements rendus contre leur auteur, qu'ils soient d'ailleurs successeurs universels et continuateurs de la personne ou qu'ils aient seulement recueilli une quote-part de la succession. Pour ceux-ci donc, point de difficultés ;

c'est l'application normale des principes de notre droit en matière de succession.

Les créanciers chirographaires doivent être considérés comme les ayants cause à titre universel ou comme de simples tiers, et partant être admis ou non à intervenir en appel, suivant qu'ils se fondent sur l'article 1166 C. civ. ou l'article 1167 C. civ. L'article 1167 les autorise en effet à attaquer directement en leur nom personnel les actes faits en fraude de leurs droits ; or s'ils peuvent agir en pareil cas par voie d'action principale, ils doivent pouvoir former tierce opposition, et par conséquent intervenir devant la Cour d'appel. Décidé notamment : 1° que lorsqu'un partage d'ascendant est attaqué par un créancier du donateur comme fait en fraude de ses droits, les autres créanciers auxquels ce partage préjudicie, sont recevables à intervenir sur l'appel du jugement qui l'a annulé (Req., 12 novembre 1872, DP. 74. 1. 78) ; 2° qu'un créancier peut intervenir pour la première fois en appel, sur la demande en rapport formée par le syndic d'une faillite contre un autre créancier, alors qu'ayant figuré au même contrat que ce dernier, et se trouvant à l'égard de la faillite dans la même situation à raison de ce contrat, il est exposé lui-même à

une situation identique de la part du syndic et qu'ainsi il est directement intéressé à la solution des questions litigieuses que soulève une telle demande (Orléans, 17 mai 1881, DP. 82. 2. 55). Au contraire les créanciers ne sont pas admis à intervenir en appel, lorsqu'ils basent uniquement leur intervention sur l'article 1166 C. civ., et comme exerçant les droits de leur débiteur, car ces créanciers, d'après l'article 474 C. proc. civ., n'auraient pas alors le droit de former tierce opposition. Conformément à ce principe, il a été jugé : 1° qu'un créancier ne peut intervenir dans une cause pendante en appel entre son débiteur et un tiers pour y faire valoir les droits de ce débiteur présent au procès (Orléans, 19 mai 1860, DP. 60. 2. 126); 2° que les créanciers d'un failli qui, dans un procès soutenu par leur débiteur, ont été représentés en première instance par celui-ci, ne sont pas recevables à intervenir devant la Cour d'appel (Paris, 3 juillet 1880, DP. 82. 2. 62).

Telle est la règle en ce qui concerne les simples créanciers chirographaires. Que décider à l'égard des créanciers qui sont nantis d'un droit propre, d'une garantie particulière, comme les créanciers saisissants, gagistes ou hypothécaires. Ces différentes sortes de créanciers privilégiés doivent, par

suite de l'attribution qui leur est faite, d'un gage spécial et déterminé, cesser d'être les ayants cause du débiteur et devenir des tiers à l'égard de tous les actes que celui-ci conclut au préjudice de leurs droits, postérieurement à la constitution de ce gage. Il en est ainsi effectivement du créancier gagiste et plus généralement de tout créancier privilégié, ainsi que de tout créancier saisissant, mais en ce qui concerne les créanciers hypothéqués, la jurisprudence a admis une opinion contraire. Pour celle-ci ces derniers sont représentés par leur débiteur dans le procès qu'il soutient contre des tiers relativement aux biens hypothécaires et ne peuvent intervenir en appel. Cette jurisprudence est maintenant très nettement fixée en ce sens. Cass., janvier 1883, DP. 84. 1. 57 ; Cass., 21 octobre 1891 ; *loi* du 7 novembre 1891 ; Cass., 14 avril 1891 ; *loi* du 23 juin 1891. Et voici les raisons : le débiteur, disent en substance ces différents arrêts, ne peut avoir constituer au créancier hypothécaire plus de droits qu'il n'en avait lui-même ; du jour où le jugement a décidé que le droit de propriété était résolu ou réduit, les hypothèques qui reposaient sur ce droit, suivent son sort. Il serait d'ailleurs difficile en fait de forcer les tiers, élevant une prétention contre un proprié-

taire d'immeubles par exemple, à mettre en cause tous les créanciers hypothécaires, s'il veut éviter que ceux-ci ne l'attaquent à leur tour, dès que le jugement sera rendu au détriment de leur débiteur. L'on admet pourtant un tempérament très rationnel à cette théorie : si le créancier ne présente que des défenses qui lui soient propres et des exceptions personnelles, il ne doit pas être considéré comme ayant déjà été représenté et il est recevable à intervenir en appel. Il nous semble que cette jurisprudence est loin d'être logique et constitue une dérogation singulière aux principes posés plus haut ; les créanciers hypothécaires ont des droits propres qu'ils pensent seuls faire valoir en leur nom, puisque à la différence des créanciers chirographaires, ils sont investis sur l'immeuble hypothéqué d'un droit réel déterminé, auquel il est interdit au débiteur de porter atteinte. Les jugements rendus contre le débiteur seul sont pour eux *inter alios res judicata*. Ils doivent donc pouvoir intervenir en appel. Mais nous sommes obligés de reconnaître que la rigueur de cette théorie toute doctrinale présente des inconvénients pratiques très grands. La mise en cause de tous les créanciers hypothécaires par le tiers qui plaide

contre le débiteur propriétaire d'immeubles est chose presque impraticable.

b) Ayants cause à titre particulier. — Une distinction s'impose début à l'égard de ceux-ci.

Le jugement centre leur auteur a-t-il été rendu avant la naissance de leur droit, ils doivent en subir les effets, ils ne peuvent prétendre avoir sur le patrimoine de leur débiteur plus de droits que celui-ci n'en avait lui-même lorsqu'il a contracté avec eux. C'est ainsi, par exemple, que le jugement qui reconnaît l'existence d'une servitude sur un immeuble est opposable à celui qui achète après qu'il a été prononcé.

Si au contraire le jugement a été rendu après la naissance de leur droit, les ayants cause sont des tiers à son égard, puisqu'ils ne sont tenus que des obligations de leur débiteur créées avant la constitution de leur droit. Ils ne pourraient dès lors avoir été représentés au jugement de première instance. Ils ont donc la faculté d'intervenir en appel.

Cette remarque préalable faite, examinons maintenant les différents ayants cause à titre particulier. Il nous suffira pour savoir si leur intervention doit être admise, d'appliquer à chacun d'eux les principes qui viennent d'être posés.

Acquéreurs. — Si le jugement a été prononcé avant leur acquisition, ils sont liés par lui : donc, pas d'intervention possible. Si, au contraire, le jugement est rendu après leur acquisition, ils doivent vis-à-vis de lui être considérés comme des tiers (Poitiers, 7 janvier 1885, D. P. 86. 2. 72). Le défaut de transcription du contrat au moment du jugement ne serait pas une cause de non-recevabilité de l'intervention. Si un procès a lieu au moment de la transmission de propriété, l'acquéreur sera-t-il représenté au jugement dans le cas spécial où il a reçu son titre au cours de l'instance ? Il faut répondre avec la majorité de la doctrine et la Cour de cassation (8 mai 1816) que l'acquéreur peut former tierce-opposition ou intervenir puisqu'il n'a pu être lié par un jugement postérieur à son acquisition. Dès que le vendeur s'est dessaisi par le transfert de la propriété, l'acquéreur n'est plus son ayant cause et les jugements rendus contre l'ancien propriétaire ne sauraient avoir plus d'effet vis-à-vis de lui que n'en auraient les conventions qu'il consentirait.

Cessionnaire de créances. — On doit lui appliquer les mêmes principes qu'à l'acquéreur (Cass. janv. 1874, S. 75. 2. 355).

Locataires. — Il est généralement admis qu'il n'a qu'un droit personnel sur la chose. N'étant pas représenté par le bailleur, il peut intervenir en appel.

Garant. — On a contesté au garant le droit d'intervenir en appel dans le procès à raison duquel il doit la garantie, par le seul motif que son défaut d'intérêt ne saurait lui préjudicier. Mais cette opinion est abandonnée et l'on admet couramment aujourd'hui l'intervention du garant. C'est lui, en effet qui, en définitive, doit supporter les condamnations. Il lui serait souvent difficile et même impossible d'écarter le recours du garant en prouvant que celui-ci s'est mal défendu.

2. MANDANTS

Les personnes représentées par un mandataire conventionnel, judiciaire ou légal, sont considérées comme parties au procès en la personne de leur mandataire. Cependant en cas de concert frauduleux entre le mandataire et l'adversaire, la demande serait recevable, parce que c'est seulement dans les limites de son mandat que le mandataire peut représenter le mandant.

Comme les mandataires conventionnels, les

mandataires légaux agissent au nom de la personne qu'ils représentent. Le mineur, par exemple, est partie au procès en la personne de son tuteur. Les envoyés en possession provisoire, le conjoint qui a opté pour la continuation de la communauté (art. 134, 817 C. civil) peuvent intenter au nom de l'absent toutes les actions de celui-ci, puisqu'ils sont administrateurs légaux de ses biens. Quant aux envoyés en possession définitive, ce n'est pas à ce titre, mais comme propriétaire des biens de l'absent, sous condition de les rendre dans l'état où ils se trouvent, qu'ils sont autorisés à le faire. Le mari est mandataire légal de sa femme pour les actions dont la loi lui a confié l'exercice ; les jugements rendus contre lui sont opposables à la femme qui y a été représentée et elle ne serait pas recevable à intervenir en appel ; dans les cas où elle peut agir personnellement, la femme qui voudrait s'adjoindre à un débat en appel aurait besoin en première instance de l'autorisation de son mari ou de justice.

Nous savons que devant les juridictions du premier degré, la loi reconnaît au failli, une certaine capacité toute spéciale pour intervenir. Doit-on lui reconnaître la même faculté lorsque son intervention a lieu pour la première fois en appel. On

l'admet généralement parce que ce droit doit lui être accordé « lorsque le tribunal le juge convenable », art. 443 C. com. Cette théorie contient une dérogation à l'article 466 du Code de procédure civile qui n'accorde l'intervention au second degré qu'à ceux qui peuvent former tierce-opposition. Or le failli a été représenté par le syndic. Elle s'explique cependant si on tient compte de la nature toute spéciale de l'intervention du failli qui repose sur la difficulté qu'il y a pour le syndic à agir à la fois pour le failli et pour la masse. Toute liberté doit être laissée aux Cours d'apprécier si les motifs d'intervention sont sérieux et opportuns. (Douai, 20 déc. 1862, S. 64. 2. 109). Le syndic est chargé d'administrer les intérêts de la masse; mais dès qu'un créancier se trouve avoir des intérêts opposés à ceux des autres, il ne s'y trouve plus représenté par le syndic et peut alors intervenir en appel comme tiers.

Les personnes morales sont de même représentées par leur administrateur. Doit-on, lorsque le mandataire légal excède ses pouvoirs dire qu'il a néanmoins représenté l'incapable ? Nous admettons l'affirmative. L'article 487 Code procédure civile accorde aux mineurs la requête civile lorsqu'ils n'ont pas été valablement défendus et cette

voie de recours n'est ouverte qu'à ceux qui ont été parties à l'instance. Or, dire que le mineur a été partie à l'instance, c'est supposer qu'il y a été représenté par son mandataire, bien que celui-ci ait dépassé son mandat.

Quelques auteurs exigent pour l'admission de l'intervention en appel une quatrième condition, avoir dû être appelé, c'est-à-dire avoir eu lors du procès une qualité telle que sa présence aux débats fut nécessaire. Cette opinion prononcée par Merlin et Proudhon fut pendant quelque temps adoptée par la jurisprudence (Cass., 21 février 1836) ; mais actuellement elle est complètement abandonnée. Une telle exigence est en effet contraire aux textes, l'article 474 ne mentionnant pas cette quatrième condition.. Ce texte est un texte tout spécial, partant essentiellement limitatif. Inutile donc d'ajouter à ces prescriptions.. Il serait en outre injuste de priver les tiers de la faculté de faire valoir leurs droits en appel, parce que, intentionnellement ou simplement, ne pouvant prévoir quels étaient tous les intéressés, un des plaideurs principaux ne les a pas appelés aux débats.

Telles sont les règles pour l'admission de l'intervention devant la Cour d'appel. Elles sont, on

le voit, toutes différentes de celles admises en première instance. La raison en est que devant les juridictions du premier degré on applique le droit commun, et devant celles du deuxième, un droit tout spécial et d'exception, les articles 466 et 474 C. Pr. civile.

CHAPITRE II

FORME ET RECEVABILITÉ DE L'INTERVENTION

SECTION I

Forme de l'intervention

Le Code de procédure civile qui ne contient aucune disposition relative aux conditions de l'intervention, conditions progressivement déterminées et fixées par les solutions de la doctrine et de la jurisprudence; renferme au contraire un texte très précis au sujet des formes de procédure qu'elle doit revêtir. C'est l'article 339 Code procédure civile ainsi conçu : « L'intervention sera formée par requête qui contiendra les moyens et conclusions dont il sera donné copie ainsi que des pièces justificatives ». Cet article soumet donc la demande d'intervention à un certain nombre de

conditions de forme : mentions, significations et autres. Parcourons-les successivement, en essayant d'en donner la raison juridique.

La demande d'intervention, nous avons eu l'occasion de le constater à différentes reprises, n'est pas une demande principale et introductive d'instance. C'est simplement une demande incidente.. De là il résulte qu'il est également inutile de la soumettre à la formalité du préliminaire de conciliation et de lui imposer la forme spéciale des instances principales, l'assignation. Il ne faut pourtant pas, du moins, à ce second point de vue, l'assimiler entièrement aux demandes incidentes et lui permettre, en conséquence, de se formuler par voie de simples conclusions verbales. Ce mode de procéder est peut-être suffisant à l'égard des parties déjà en cause, à l'occasion des incidents qu'elles peuvent soulever. Elles se sont en effet communiquées leurs qualités, leurs prétentions principales respectives en suivant les formalités de procédure d'usage et il n'y a aucun inconvénient à ce qu'elles se fassent réciproquement connaître leurs nouveaux moyens par simples conclusions verbales. Mais l'intervention est un incident d'une nature toute particulière ; il élargit la sphère du procès, il fait rentrer en scène de

nouveaux personnages complètement inconnus des parties en cause, de nouveaux plaideurs avec des prétentions nouvelles. Il faut donc que ceux-ci se fassent connaître de leurs adversaires d'une manière assez régulière et directe, pour que ces derniers puissent, s'ils le jugent bon, répondre à ces nouvelles demandes. L'intervention doit en conséquence emprunter la forme d'un acte de procédure spécial, tenant pour ainsi dire le milieu entre l'assignation et les conclusions verbales, et cet acte est indiqué par l'article 339 C. procédure civile : savoir des conclusions écrites formulées par voie de requête.

Cette requête doit satisfaire à certaines conditions de forme et de fonds que nous allons examiner.

a) *Conditions de forme.* — L'intervenant doit signifier la requête d'intervention à son adversaire par un simple acte d'avoué à avoué, parce que l'on appelle dans le langage courant de la procédure, un acte du palais. L'expression requête semblerait indiquer qu'il faut présenter la demande d'intervention au président et obtenir une réponse, une ordonnance de sa part. C'était là, en effet, la pratique jurisprudentielle antérieure au

Code de procédure civile : dans notre ancien droit français, les demandeurs à l'intervention devaient obtenir du magistrat une autorisation *ad hoc*, ainsi libellé « viennent les parties ». Quelques rares auteurs, dont les ouvrages remontent d'ailleurs au commencement du siècle dernier, adoptaient, même après la promulgation du Code de 1808, cette opinion. Il est presque inutile de faire remarquer que cette doctrine repose sur une interprétation absolument inexacte des textes : le législateur a posé le principe du droit d'intervention d'une façon aussi large et aussi absolue que celui du droit d'exercer une action. Celui-là ne doit pas moins être limité dans son exercice que celui-ci. L'article 339 C. procédure civile, en exigeant la requête, mais en ne mentionnant pas la nécessité d'une ordonnance du président, est très significatif : tous les articles du même code qui réglementent les requêtes soumises au visa (articles 72, 286, 844, 865) ne manquent point d'indiquer expressément la nécessité d'une pareille formalité.

De fait et de droit, la requête est adressée au tribunal (plus exactement aux président et juges composant tel tribunal ou telle Chambre de tel tribunal); ce dernier est saisi de la demande en

intervention par la présentation qui lui en est faite et si cette demande est contestée, le tribunal statuera sur son admissibilité et sur le fond par un seul et même jugement.

La requête est en matière ordinaire, c'est-à-dire dans les instances les plus importantes et les moins urgentes, signifiées sous forme de conclusions grossoyées. Ce sont des conclusions pareilles à celles que les parties principales échangent entre elles avant de venir à l'audience. Le nombre de rôles n'en est même pas limité par l'article 75, paragraphe 10 du décret du 16 février 1807. Les parties principales ont le droit de répondre à la requête grossoyée d'intervention par une requête également grossoyée. Bien que le nombre de rôles de celle-ci ne soit pas davantage fixé par le tarif de 1807, il est admis qu'elle ne doit pas en contenir davantage que la demande principale. Les requêtes grossoyées ont le double inconvénient d'être fort coûteuses et fort peu pratiques : il est même assez étrange de voir persister dans la pratique des procédures, ces volumineux manuscrits, verbiages sans fin de clercs faméliques à la recherche du rôle et en mal d'enfantement, où il est parlé de toutes sortes de choses, sauf du procès. Souhaitons qu'une décision saine et énergique du

tarif substitue à cette anomalie immorale et coûteuse un droit proportionnel plus réel et plus économique. La requête grossoyée pouvant entraîner des frais relativement élevés, on emploie de préférence dans la pratique une autre forme de requête plus rapide et plus claire, la requête par simple acte d'avoué à avoué, contenant seulement les conclusions de l'intervenant. Cette deuxième forme de procéder est absolument régulière : la preuve en résulte de l'article 339 C. proc. civile, qui ne prononce point la nullité pour le cas où l'intervention n'est pas formée par la voie de requête proprement dite. Et l'on sait que dans ce code il est plus difficile qu'en tout autre de suppléer aux moyens de nullité. La jurisprudence, en raison de ses conséquences pratiques a admis cette seconde forme d'intervention ; poussée par le désir de simplicité et d'économie, elle a même été plus loin et soutenu qu'une simple déclaration faite par le demandeur dans des conclusions additionnelles qu'il joignait à lui telle personne comme intervenant, était suffisante, lorsque celle-ci concluait au fond à l'audience. Telle est la règle en matière ordinaire ; mais en matière sommaire, c'est-à-dire dans les instances les moins importantes et les plus urgentes, la loi n'admet qu'une

seule forme de requête, la requête par simple acte, ne contenant que des conclusions motivées. Ce n'est pas à dire pourtant que la requête grossoyée serait nulle : son montant serait rejeté de la taxe et supporté exclusivement par le plaideur qui l'aurait indûment employée. Les raisons qui préconisent cette solution se déduisent d'elles-mêmes.

b) *Conditions de fond.* — La requête d'intervention doit d'abord contenir certaines mentions indispensables pour sa validité. C'est en effet de la part de son auteur une demande nouvelle; il doit par l'acte introductif de cette demande se révéler suffisamment à ses adversaires, pour que ceux-ci puissent exactement connaître le tiers qui s'imisce aux débats. Celui-ci doit donc indiquer dans sa requête : 1° les moyens et conclusions; 2° Ses nom, demeure, profession et domicile. Il doit également faire constitution d'avoué. Ces différentes mentions sont exigées à peine de nullité. Par application de cette doctrine il a été jugé que la requête en intervention serait nulle, si elle était faite au nom collectif des héritiers d'un tel, sans autre désignation (Colmar, 22 février 1809). Si l'intervenant n'est qu'un manda-

taire il doit indiquer les nom, prénoms, profession et domicile de son mandant ; c'est pour ce dernier qu'il agit ; et d'ailleurs en vertu de la règle, nul en France ne plaide par procureur, celui-ci doit figurer personnellement sur les actes de procédure. Il est à peine nécessaire d'ajouter qu'il est inutile pour l'intervenant de décliner ses qualités lorsqu'un autre acte déjà porté à la connaissance de tous, supplée à ce défaut d'indication. La nullité résultant de l'omission d'une des mentions indiquées plus haut et d'une façon plus générale, tout vice quelconque qui entacherait la requête, doit être invoqué avant les plaidoiries au fond ; celles-ci faites, la nullité est couverte et il est partant impossible de l'invoquer pour la première fois en appel. C'est donc une nullité toute relative.

L'article 339 Code procédure civile prescrit également à l'intéressé de donner dans sa requête copie aux parties principales des pièces qui motivent sa demande. Chaque copie signifiée doit être précédée de la copie de ces pièces. Cette formalité est-elle, comme la précédente, prescrite à peine de nullité ? La doctrine et la jurisprudence admettent la négative. Cette opinion est entièrement conforme aux textes, de l'article 339 Code

procédure civile, ne disposant pas à peine de nullité pour la copie à donner des pièces justificatives ; et aux termes de l'article 1030 du Code de procédure civile, un acte ne pouvant être déclaré nul que si la nullité en est formellement prononcée par la loi. Elle est aussi fondée en raison qu'en droit : cette copie de pièces ne fait point partie de l'acte d'intervention ; elle ne tient pas à sa substance comme y tiennent l'indication des nom, profession et domicile de l'intervenant, ses moyens et conclusions, et la constitution d'avoué. Pourquoi dès lors l'omission d'une pareille copie de pièces serait-elle une cause de nullité de l'acte d'intervention ? Le tiers intervenant pourra donc au cas d'un pareil oubli, le réparer facilement et donner au cours de la procédure connaissance à ses adversaires des pièces justificatives. Dans ces conditions une question toute naturelle se présente à l'esprit. Quelle sera donc la sanction de cet article 339 Code procédure civile ? Sera-t-il possible à des intervenants de différer, aussi longtemps qu'ils voudront, la communication de leurs pièces, pour retarder d'autant le prononcé du jugement ? La réponse est facile. Il existe d'abord un double moyen d'empêcher l'inobservation de la règle de l'article 339 Code procédure

civile, c'est d'une part la possibilité pour les juges de frapper l'avoué de l'intervenant qui se sera rendu coupable de l'omission de la copie des pièces, de l'amende de 5 à 100 francs, édictée par le paragraphe 2 de l'article 1030 du Code de procédure civile, c'est d'autre part l'obligation dans laquelle se trouverait l'intervenant, quelle que soit l'issue du procès, de supporter seul les frais de toute signification de pièces qui serait faite ultérieurement à celle de la requête; ces frais causés par sa faute personnelle, resteront à sa charge personnelle et seront rejetés de la taxe. Mais ce n'est là qu'un expédient d'une portée bien faible et d'une efficacité bien contestable. L'article 340 Code procédure civile fournit un autre moyen bien plus sûr; en vertu du principe posé par cet article, que l'intervention ne peut jamais retarder le jugement de la cause principale lorsqu'elle est en état, les tribunaux rejeteront les requêtes d'intervention qui n'auront pas encore été accompagnées des communications de pièces exigées par la loi, au moment où la cause principale sera en état, comme insuffisamment justifiées. Les juges étant en fait souverains appréciateurs de ce qui constitue la mise en état; il y a peu de chances que les intervenants s'exposent à l'éventualité

du rejet de leurs demandes. En résumé ces derniers ont la plus grande latitude pour présenter leurs moyens de défense ; ils peuvent signifier et communiquer leurs titres soit avec la requête soit ultérieurement mais toujours en temps utile et ils ne peuvent jamais par leurs agissements et leurs retards différer la solution du litige principal. Telle est la règle, elle est, comme nous le disions avec raison, très efficace.

Tout ce que nous venons de dire au sujet de la copie de pièces, ne s'applique évidemment qu'en matière ordinaire, en matière sommaire l'article 339 Code procédure civile *in fine* ne reçoit pas son application. La requête dans ce cas est suffisamment justifiée, si elle contient des conclusions motivées. Une double raison d'économie et de simplicité préconise cette exception.

Les parties principales qui reçoivent la signification d'une intervention peuvent naturellement y répondre et faire valoir leurs observations. La défense est en effet un droit naturel. Ce droit de réponse, en matière d'incidents, est reconnu d'une façon générale par l'article 337, paragraphe 2, Code procédure civile et d'une façon particulière pour l'intervention par l'article 341 même Code. Lorsque l'intervention est contestée, cet incident

de contestation doit être porté à l'audience, dit cet article ; or la contestation ne peut résulter que de la signification des conclusions en réponse. Donc cet article prévoit bien le cas de réponse à la requête puisqu'il en règle et en envisage les conséquences. Reste à savoir jusqu'à quel moment les parties adverses pourront répondre. Aucun délai n'est imparti, mais il nous semble qu'elles ont le droit de le faire tant que le tribunal n'a pas statué sur la recevabilité de la demande. Elles pourraient même, pensons-nous, répondre à l'audience verbalement, ce qui ne serait possible qu'à la condition en fait de ne pas retarder les débats. Si nous n'avons pas admis ce mode de procéder pour présenter la requête d'intervention, nous l'admettons pour y répondre. Les raisons d'exiger un acte écrit manquent ici complètement.

Nous avons jusqu'à présent envisagé l'hypothèse d'un débat contradictoire et dans ce cas l'emploi d'une simple requête contenant les moyens et conclusions de l'intervenant, d'un simple acte d'avoué à avoué, paraît suffisant pour sauvegarder les intérêts de tous. Mais supposons que le défendeur n'ait pas constitué avoué, qu'en un mot l'instance ne soit plus contradictoire, mais par défaut. De quelle façon devra alors procéder l'in-

tervenant, pour saisir tous les intéressés de sa demande? La simple requête sera-t-elle toujours suffisante? Ne faudra-t-il pas au contraire exiger un acte de procédure plus régulier et plus strict, l'assignation? C'est une question que la loi n'a pas tranchée et qui a donné naissance à une certaine discussion, dépourvue d'ailleurs d'intérêt pratique. Ecartons d'abord les opinions extrêmes qui se sont produites sur la matière; d'après certains auteurs, Lepage notamment (1), l'intervention n'étant qu'un incident et celui qui n'a pas constitué avoué ne devant prendre part à aucun incident, il est inutile de tenir le défendeur défendant au courant de la procédure et de le prévenir de l'intervention. C'est confondre les simples incidents d'instruction et de procédure avec ceux qui touchent au fond même du procès et agrandissent la sphère litigieuse comme l'intervention. C'est ne pas tenir un assez grand compte de la nature particulière de cet incident, qui est en quelque sorte une demande additionnelle, une demande nouvelle. Certains autres comme Pigeau (2), adoptant une opinion complètement opposée, exigent la procédure toute particulière

1. Lepage, p. 122, question 2, alin. 4.

2. Commentaire, t. I, p. 600.

et exceptionnelle du défaut profit-joint : c'est-à-dire assignation du défendeur défaillant par l'intervenant, jugement de défaut profit-joint, signification de ce dernier avec réassignation. C'est tomber dans un excès contraire : il n'y a aucun motif pour suivre cette procédure extrêmement longue et coûteuse. Elle doit partout être écartée. Entre ces deux théories extrêmes, il y a place pour une opinion moyenne qui est presque unanimement adoptée. Il est de toute justice que le défaillant soit averti de l'immixtion aux débats d'un adversaire nouveau ; l'apparition de celui-ci peut changer son système de conduite et le décider à constituer avoué et prendre part au procès, Et il en est surtout ainsi, lorsque l'intervention est dirigée contre le défaillant, car une partie ne peut être liée par une décision judiciaire sans avoir été préalablement appelée à l'instance et mise en cause. Dans ces conditions il est nécessaire de signifier au domicile du défaillant par exploit d'huissier la requête dont parle l'article 339 Code procédure civile. L'accomplissement de cette formalité sauvegarde suffisamment les droits des tiers. Quelques auteurs (1), ont sou-

1. Barbeau, t. V, p. 150.

tenu que le défendeur défaillant devait être assigné par l'intervenant, en la forme ordinaire des exploits, avec les délais légaux pour comparaître et constituer avoué. Mais nous ne voyons point l'utilité d'un pareil exploit d'ajournement. La seule formalité nécessaire est d'avertir les défaillants de l'apparition de nouvelles demandes ; ils le sont suffisamment par la signification de la requête à domicile.

Notons en terminant que la règle de l'article 339 Code procédure civile ne peut s'appliquer que devant les juridictions auprès desquelles il existe des avoués. La requête en effet est essentiellement un acte d'avoué à avoué. On devra donc revenir à la forme habituelle des significations, c'est-à-dire à l'exploit d'huissier pour les instances se déroulant devant les tribunaux dépourvus d'avoués, comme les justices de paix, les tribunaux de commerce et les conseils de prudhommes. L'exploit devra toujours être signifié au domicile réel. L'intervention ne pourra jamais devant ces juridictions, se formuler par voie de conclusions verbales.

SECTION II

Recevabilité de l'intervention

Pour que l'intervention soit recevable il ne suffit pas, on le comprend bien, de réunir les trois conditions que nous avons étudiées plus haut, savoir l'intérêt, la capacité et la qualité, il faut également présenter sa demande d'intervention à une période déterminée de l'instance principale. Quel est donc le moment exact de la procédure où l'intervention doit se manifester, passé lequel elle sera considérée comme tardive et rejetée comme telle ? Le législateur devait ici concilier les intérêts opposés de l'intervenant et des parties principales. Dans quelle mesure l'a-t-il fait ? L'article 340 C. proc. civ. nous l'apprend, mais de façon insuffisante. « L'intervention ne pourra retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état ». Il nous faut à la fois préciser et compléter le sens et la portée de l'article 340, à la vérité singulièrement obscur et équivoque.

Quelle est donc la signification de ces expressions vagues « l'affaire en état » ? A quels signes reconnaîtra-t-on qu'une cause satisfait ou non à cette condition ? Le législateur a donné dans l'ar-

ticle 343 C. proc. civile, à propos des reprises d'instances et des constitutions de nouvel avoué, une définition assez exacte de ce qui constitue la mise en état d'une affaire. Cet article est ainsi conçu : « L'affaire sera en état, lorsque la plaidoirie sera commencée ; la plaidoirie sera commencée, quand les conclusions auront été contradictoirement prises à l'audience. Dans les affaires qui s'instruisent par écrit, la cause sera en état quand l'instruction sera complète ou quand les délais pour les productions et les réponses seront expirés ». La loi distingue donc, pour définir les conditions qui constituent une affaire en état, deux hypothèses : celle de l'instruction écrite et celle de l'instruction à l'audience sur plaidoiries. Dans la première, la cause sera en état, lorsque l'on sera parvenu au point de la procédure désigné par l'article 109, C. proc. civile, où les deux parties ayant déposé au greffe les productions écrites sur lesquelles on doit juger, la plus diligente a requis la remise aux mains du rapporteur des productions respectives de chacune d'elles. Dans la deuxième hypothèse, infiniment plus fréquente, l'affaire sera considérée comme en état, avant même le commencement des plaidoiries, et dès que les conclusions auront été respec-

tivement prises à l'audience. Voilà donc un point acquis. Reste à savoir si l'on peut appliquer cette double définition d'une affaire en état, à notre matière, à l'intervention. Il semble bien que l'on ne doive pas faire cette extension : l'article 343 C. proc. civile, ne définit pas d'abord d'une façon générale, absolue, applicable à tous les cas, ce que c'est qu'une affaire en état, mais seulement pour les questions d'interruption et de reprise d'instance. Ensuite, et surtout la définition de l'article 343 est en opposition manifeste avec le but de l'intervention. Fermer à celle-ci la possibilité de se produire, dès que les conclusions des parties principales ont été respectivement prises à l'audience, ce serait faire disparaître son utilité et paralyser ses effets. Dans la plupart des cas, en effet, la pose seule des qualités, détermine l'importance, le caractère du litige et révèle aux tiers l'intérêt qu'il peut y avoir pour eux à intervenir. Et ce sont les conclusions seules qui posent d'une façon complète et définitive les prétentions et les qualités des plaideurs principaux. Aussi, pour toutes ces raisons faut-il admettre, et c'est là notre conclusion, qu'en matière d'intervention, la cause principale est en état, lorsqu'elle est entièrement instruite et prête à recevoir jugement.

Tant que l'instruction n'est pas close, tant que l'office des avoués n'est pas terminé, tant que celui des juges n'est pas commencé, tant que le magistrat n'a pas prononcé la formule d'usage « les débats sont terminés » ou « l'affaire est entendue », en un mot, jusqu'au jugement ou au délibéré de ce jugement, l'intervention est possible. Celle-ci, pour employer la comparaison imagée d'un auteur (1), doit, pour être recevable, pouvoir se fondre en quelque sorte avec l'instance principale, prendre le pas, de façon à pouvoir elle-même recevoir jugement, si la cause principale est prête elle-même à recevoir jugement. On voit donc qu'il importe peu que les parties aient ou non conclu au fond, lorsque l'intervention se produit. Ce que le législateur a surtout voulu, c'est éviter les retards et les complications qui pourraient venir embrouiller les débats et retarder d'autant la solution de l'instance, c'est prévenir les interventions de mauvaise foi, concertées par l'une des parties qui, voulant différer un jugement dont elle redoute l'issue, fait surgir au procès un prête-nom comme nouvel adversaire, c'est en un mot empêcher la restauration de l'ancien et fâcheux

1. Bourbeau. t. I, p. 150.

usage des *committimus*. Cela ressort nettement de l'article 340 C. proc. civile, dont, en dernière analyse, voici la véritable signification : bien que la cause puisse être considérée comme en état, en attribuant même à cette expression le sens tout nouveau et tout particulier que nous y attachons plus haut, une intervention pourra, à la rigueur, être reçue, si l'effet de cette admission n'est pas de retarder le jugement de la cause principale. Voilà la portée exacte de notre article et nous allons la retrouver dans les applications pratiques qu'en a faites la jurisprudence et que nous allons maintenant parcourir.

Il a été jugé notamment : 1° que l'intervention sera déclarée ~~non~~ recevable après que la Cqur, les plaidoiries terminées, a mis la cause en délibéré et l'a renvoyée à jour fixe pour la prononciation de son arrêt (Orléans, 15 janvier 1833) (1) ; 2° qu'elle est recevable bien qu'elle n'ait été signifiée qu'après le commencement des plaidoiries, du moment que le tribunal peut y statuer en même temps que sur la demande principale (Lyon, janvier 1868) (2). Il a même été décidé qu'il convient d'apporter un équitable tempérament à la

1. D. P. 1834, 2, 32.

2. D. P. 1834, 2, 32.

règle posée par l'article 340, lorsque l'intervenant entend attaquer la qualité de l'une des parties à laquelle il prétend se substituer, qu'il a été empêché de le faire par une force majeure, que l'intervention est sérieuse, qu'elle présente quelque apparence de fondement et que son rejet causerait à l'intervenant un préjudice qui pourrait être irréparable (Orléans, 27 décembre 1850) (2). Ces différentes espèces montrent bien que l'intervenant a, jusqu'au dernier moment de l'instruction, jusqu'à la dernière limite de la procédure pour se faire entendre. Mais afin qu'il ne porte par cette grande faculté préjudice aux plaideurs principaux en compliquant et retardant les débats, la loi exige en retour de lui qu'il prenne « l'affaire en état », qu'il « vienne prêt à plaider ». Examinons la portée exacte de cette condition.

« Prendre l'affaire en état », c'est pour l'intervenant l'obligation de prendre la procédure dans l'état où elle se trouve, et de considérer tout ce qui a été fait jusqu'au moment où il prend part à l'instance comme lui étant aussi régulièrement opposable que si cela avait été ordonné et exécuté en sa présence. Il doit donc tenir pour régulières

1. S. 52, 2. 279.

et parfaitement concluantes toutes les mesures d'instruction, enquêtes, expertises déjà faites ; il ne pourra jouer un rôle que dans celles qui restent à ordonner ou à accomplir. De même il ne peut faire revivre des exceptions déclinatoires ou dilatoires déjà soulevées et jugées. Ainsi par exemple, si antérieurement à l'intervention le défendeur principal a déclaré par ses conclusions qu'il s'en rapportait à justice, un des créanciers de ce dernier ne peut intervenir dans l'instance pour décliner la compétence du tribunal saisi (Bourges, 24 juin 1889). L'intervenant ne peut, en un mot, suivant l'expression assez pittoresque d'un ancien jurisconsulte (Bourbeau, t. V), que prendre le pas et suivre le mouvement imprimé à l'instruction du procès.

Ne peut-il toutefois, en admettant que la cause soit déjà instruite, pour les besoins de sa défense, provoquer de nouvelles mesures d'instruction ? Il est admis par tous, auteur et jurisprudence, que lorsque l'intervention est purement conservatoire, c'est-à-dire lorsque l'intéressé n'oppose pas de moyens qui lui soient personnels et ne fait que surveiller ou soutenir l'une des parties principales, il n'y a pas lieu d'accorder la mesure d'instruction de mandée. L'ayant cause intervenant

est représenté au procès par son ayant droit, et à moins que l'on ne rapporte la preuve d'un concert frauduleux, tout ce qui a été fait régulièrement et contradictoirement avec ce dernier est opposable à son mandant. Mais lorsque l'intervention est agressive, c'est-à-dire formée par un tiers dans son intérêt propre, les avis sont partagés. D'après certains auteurs (Caire, Chauveau et Berriat), si la procédure déjà faite doit subsister dans son entier, l'intervenant ne peut-être, pour cela, privé de la faculté d'employer tous les moyens légaux, propres à faire valoir ses droits. S'il en était autrement, les tiers craignant de ne pas avoir toute liberté d'action en s'engageant dans un procès dont l'instruction est assez avancée, préféreraient ne point prendre part aux débats et former plus tard tierce opposition au jugement, ce qui ferait disparaître l'utilité de l'intervention. D'après d'autres, au contraire, et les plus nombreux, (Bourbeau, t. V, p. 163, Thomine-Desmazures, Garsonnet, Rousseau et Laisney), la règle doit être la même pour l'intervention agressive que pour l'intervention conservatoire. De deux choses l'une en effet : ou bien la mesure demandée n'est que la répétition de celle qui a déjà été ordonnée et il n'y a pas intérêt à l'accorder : enquête sur

enquête ne vaut ; ou bien c'est une mesure nouvelle ; par exemple, une enquête portant sur des faits nouveaux, une expertise reposant sur de nouvelles bases, et l'intervenant n'éprouvera aucun préjudice du rejet de ses conclusions, parce que l'intervention ayant manqué son but, sera définitivement écartée comme tardive. Cette dernière opinion nous paraît être à la fois la plus rationnelle et la plus conforme aux textes. Nous avons vu plus haut avec quelle rigueur le législateur a posé le principe de l'article 340 : une intervention ne pourra jamais, pour quelle cause que ce soit, retarder le jugement d'une affaire principale. Cet article est trop inflexible pour que nous puissions admettre une exception, aussi favorable que puisse être l'espèce.

Pas plus d'ailleurs que l'intervenant, les parties principales n'ont le droit de traîner en longueur l'intervention, en tardant à y répondre. Faute par elles de contredire la requête d'intervention qui leur est signifiée en temps utile, l'intervenant a le droit de passer outre et de pousser l'instruction jusqu'au point où finit le rôle des deux parties. Dans quel délai ces dernières devront-elles répondre ? Le Code est muet sur ce point. C'est une question d'appréciation d'espèce, laissée à la dis-

création des juges. Si l'intervenant ne fait pas les diligences nécessaires et attend dans l'inaction le bon plaisir des plaideurs principaux, il s'expose à voir le tribunal disjoindre les demandes, statuer au principal, le renvoyer à introduire une nouvelle instance. Ce sont autant d'inconvénients qui doivent l'empêcher de laisser trainer la marche du procès.

CHAPITRE III

EFFETS DE L'INTERVENTION

L'intervention s'est produite, a été admise ; quelles vont être pour son auteur les conséquences d'une pareille demande ? Du moment qu'une tierce personne complètement étrangère à une contestation, demande et est autorisée à participer aux débats du procès où doit se juger cette contestation, il est tout naturel de conclure qu'elle doit perdre cette qualité de tiers pour prendre celle de partie à l'affaire. Elle perd donc le droit de repousser les conséquences du jugement, elle ne peut plus invoquer l'art. 1351 C. civil, et prétendre que la décision intervenue est, vis-à-vis d'elle, *res inter alios judicata*. Elle est désormais partie au jugement ; son nom figure dans les qualités de ce dernier ; les effets lui en seront opposables. En revanche, et par un juste effet de réciprocité, la

partie intervenante bénéficiera de ce jugement, au même titre que les parties principales. Elle pourra en poursuivre l'exécution contre ceux qui ont succombé. En un mot, elle supportera les conséquences actives et passives de la décision judiciaire. Pour qu'un résultat aussi complet se produise, pour que l'intervenant soit lié par la sentence rendue dans l'affaire principale, il faut et il suffit qu'il ait manifesté en présentant une requête son intention de prendre part au procès. Peu importe qu'il ait ou non suivi les débats, qu'au cours de l'instruction il ait ou non présenté de nouvelles conclusions. De deux choses l'une, en effet : ou sa requête satisfait aux conditions de l'article 339 C. proc. civile et doit alors être déclarée recevable, tout comme la demande du demandeur principal, ou elle ne contient pas les mentions exigées par ledit article, et elle sera dans ce cas déclarée irrecevable et rejetée.

Supposons qu'un tiers, après avoir présenté une requête d'intervention, ait laissé les parties principales plaider, en ne prenant aucune part active aux débats ? Doit-on le considérer comme partie au procès ? Le jugement doit-il lui être commun ? L'affirmative ne paraît pas douteuse, ce tiers est devenu partie du jour de la requête ; s'il n'a pré-

senté dans le cours du procès aucune défense nouvelle, aucune argumentation supplémentaire, c'est qu'il a estimé sa demande suffisamment motivée et s'en est remis pour le surplus à la décision du tribunal. C'est peut-être aussi parce qu'il a été négligent, et sa négligence, qu'elle soit involontaire ou calculée, ne peut évidemment l'aider à se soustraire aux conséquences d'une décision judiciaire. Il est peut-être juridiquement inexact de le considérer comme un plaideur ayant agi contradictoirement ; mais, il faut tout au moins décider qu'il est censé avoir accepté la solution d'un procès, auquel il a demandé à prendre part. Sa situation est, comme on l'a fait très justement remarquer, de tous points semblables à celle d'un adversaire qui, après avoir constitué avoué, ne présente aucune conclusion et se laisse condamner par défaut faute de conclure. Pourquoi dès lors lui créer une situation meilleure qu'à ce dernier ? Il serait d'ailleurs singulièrement dangereux de permettre à des tiers de demander à intervenir dans un procès, et à la seule condition de rester à l'écart de la procédure pendant tout le cours de l'instance, les laisser libres, à la veille du jugement, quand ils auront bien analysé et jugé les résultats apportés par l'instruction, supputé les

chances de gain ou de perte, soit de poser des conclusions quelconques pour devenir parties et invoquer ensuite un jugement qu'ils prévoient avantageux, soit de continuer à ne pas agir afin d'exciper à nouveau de leur qualité de tiers s'ils appréhendaient un résultat mauvais. Ils n'avaient qu'à attendre avant de présenter leur requête ; la loi, nous l'avons vu, leur permet de différer leur intervention jusqu'au dernier délai de la procédure, le jugement ou la mise en délibéré. Il est impossible qu'en présence d'une pareille latitude, on leur laisse encore l'exorbitante faculté d'annihiler l'effet de la signification de leur requête, par une abstention et un silence habilement observés. Du jour où toutes choses pesées et réfléchies ils se sont décidés à faire leurs demandes, ils doivent ne plus pouvoir revenir sur leurs pas et être désormais liés par le jugement.

La seule chose que l'on puisse accorder, c'est que si le tiers intéressé ne fait porter sa demande incidente que sur un point tout à fait spécial, complètement distinct et séparé de la demande principale, le jugement principal ne le lie qu'en ce qui concerne cette question spéciale et l'affaire n'est pas au delà et plus généralement jugée contre lui. L'autorité de la chose jugée ne peut, c'est assez

rationnel, lui être opposée que dans la limite de sa propre demande, c'est-à-dire dans la mesure où il l'a lui-même acceptée. C'est ce qu'a décidé la jurisprudence, et nous trouvons une application caractéristique de cette théorie dans un jugement du 7 juillet 1841 (D. 41. 1. 739).

Il n'est pas sans intérêt de distinguer au cours de cette étude entre l'intervention des ayants cause des parties principales, notamment des créanciers chirographaires, dite conservatoire, et celle de tiers qui invoquent un intérêt distinct de celui des parties principales, dite agressive. Il existe entre eux cette différence essentielle que si les premiers n'intervenaient pas, ils ne pourraient pas se soustraire aux conséquences de la chose jugée, à moins de prouver la collusion entre le débiteur et son adversaire, au lieu que les seconds peuvent en leur seule qualité de tiers, repousser, quant à eux, l'application d'un jugement qu'ils estiment préjudiciables. Une pareille différence de situation entre les personnes qui interviennent en vertu d'un droit propre et celles qui n'exercent que le droit d'autrui entraîne, à divers points de vue, des conséquences importantes. Nous verrons tantôt qu'en ce qui concerne par exemple les conclusions d'intervention, le sort de cette demande

et les dépens, les deux sortes d'intervenants que nous avons distinguées ne sont pas du tout traitées par le législateur sur le même pied d'égalité. L'on conçoit d'ailleurs fort bien que des tiers intervenants qui sont déjà représentés par un mandataire légal dans l'instance principale soient moins favorisés que ceux qui ne jouissent pas et ne peuvent pas jouir d'une pareille représentation.

Nous avons, plus haut, en étudiant la recevabilité de l'intervention, remarqué qu'à la seule condition de ne pas apporter de retard au jugement de la demande principale, le tiers intervenant avait le droit, sous certaines restrictions, de prendre une part active aux débats, de faire tous les actes que peut juger bon de faire un adversaire pour défendre ses droits. C'est la conclusion logique des prémisses posées tantôt, savoir que l'intervenant doit être considérée comme partie liée au procès, dès l'instant où sa requête d'intervention est signifiée. Il est tout naturel, en effet, de lui donner les moyens de se défendre contre l'éventualité d'une décision judiciaire dont l'autorité et les effets lui sont imposés. Il doit donc avoir la faculté de requérir en son nom personnel toutes les mesures d'instruction, enquête, expertise, que paraît comporter sa demande. Sa liberté

d'action n'est limitée, nous l'avons noté plus haut, que par l'obligation de respecter la procédure déjà faite qui doit subsister et de ne pas déroger à certains principes élémentaires de procédure civile, comme par exemple enquête sur enquête ne vaut, expertise sur expertise ne vaut. En un mot, on doit l'assimiler à tous points de vue aux plaideurs principaux puisqu'il est partie, lui accorder autant de droits, mais pas davantage. Un arrêt de Cassation du 26 mars 1888 (1) a très nettement posé la portée de ce principe en décidant que si, au cours d'un procès en séparation de corps, une femme désignée par l'articulation de l'épouse demanderesse comme complice de l'adultère de son mari, se joint aux débats, elle sera libre d'assister à toutes les enquêtes pour attaquer comme diffamatoires toutes les allégations qui pourraient être produites contre elle. C'est un exemple singulièrement caractéristique et significatif de ce droit reconnu aux intervenants de se mêler à toute la procédure pour y combattre toutes les prétentions contraires à leurs droits. Il est vrai que cet arrêt a soulevé dans la doctrine de nombreuses controverses. Certains auteurs et des plus autorisés (De-

molombe et Carré) ont prétendu qu'une pareille immixtion des tiers à l'instance présentait de nombreux dangers : qu'ils venaient se mêler quelquefois pour un incident minime et tout à fait indirect au procès ; qu'ils le compliquaient ainsi inutilement de leur présence ; que leur confier la faculté de jouer un rôle actif, c'était leur permettre d'entraver la liberté même de la demande ou de la défense ; qu'il était de principe que les tiers ne pouvaient assister aux enquêtes de séparation de corps ouvertes aux parties seules et que rien ne justifiait une dérogation aussi grave à ces principes. Il nous semble que ces objections ne sont pas très sérieuses, car de deux choses l'une, ou bien la demande de l'intervenant de prendre part aux enquêtes ou expertises ne sera pas basée sur un motif, un intérêt suffisamment sérieux, et alors elle sera rejetée par le tribunal ; ou bien étant fortement motivée, elle sera admise et, dans ce cas, si la liberté de l'une des deux parties principales dans la poursuite de l'instance est un peu diminuée, c'est au profit d'un droit de défense tout aussi sérieux, tout aussi sacré, qui doit avoir lui-même toute facilité de s'exercer. L'adversaire principal ne peut se plaindre de la présence de l'intervenant puisque ce sont ses propres prétentions qui ont

suscité la contradiction et ce n'est que justice de permettre à celui dont on menace les droits, de se faire entendre. Si les débats en sont un peu compliqués, les inconvénients sont bien minimes à côté de ceux que ne manqueraient pas de susciter un second procès.

En vertu du même principe, l'intervenant a également le droit de formuler des conclusions comme il l'entend ; il est absolument libre dans le choix de ses moyens par rapport au fond. Il peut donc faire porter son argumentation sur tel point plutôt que sur tel autre ; il peut même invoquer un moyen de forme, exception dilatoire, exception d'incompétence, une fin de non recevoir, à la condition que ces fins et moyens n'aient pas déjà été soulevés et rejetés, ou couverts par les plaidoiries au fond. Indépendamment d'ailleurs de cette condition de non tardivité, il faut signaler une double limite à ce droit pour l'intervenant de formuler à sa guise des conclusions. Il ne faut pas d'abord que celles-ci soient plus étendues que celles de la demande principale ou n'aient avec celles-ci qu'un rapport indirect et lointain. Sans quoi elles seraient déclarées irrecevables en tant que conclusions d'intervention, et devraient, comme action principale, être introduites par une assignation

régulière (Paris, 1^{er} février 1882, *Gaz. Palais*, 82. 2. 33). C'est l'application d'un principe que nous avons analysé aux conditions de l'intervention, savoir que cette demande, pour être admise, du moins sous cette forme, doit présenter avec la demande principale, sinon un lien de connexité, du moins une relation directe, une relation de cause à effet. De plus, et c'est la première conséquence de la distinction que nous avons faite plus haut entre les deux sortes d'intervenants, les simples ayants cause intervenants n'ont le droit que de reprendre et de soutenir dans leurs conclusions les moyens déjà invoqués par leurs ayants droit, sans pouvoir y ajouter. Les véritables tiers intervenants ont le droit de prendre d'autres conclusions que les parties principales (Cassation, 23 juin 1851, *Pal.*, 51. 1. 155). Nous avons maintes fois donné les raisons de cette différence, inutile de les reproduire.

L'intervention, il faut se le rappeler, n'est qu'un incident; or, tout incident présuppose nécessairement une demande principale. Son sort est donc entièrement lié à celui de cette demande et toute cause qui suspendra, arrêtera ou éteindra celle-ci, produira logiquement et inévitablement les mêmes effets sur la demande incidente. En ce

qui concerne les effets de la suspension de l'instance principale sur l'intervention, rien de particulier à dire : l'intervention sera arrêtée dans sa marche tout comme la demande principale, et la cause de suspension disparaissant, toutes deux reprendront leur cours.

Mais il en est différemment pour l'extinction de l'action principale. Celle-ci peut disparaître pour divers motifs : désistement du demandeur principal, transaction des deux plaideurs principaux, rejet par le Tribunal de la demande principale pour nullité d'ajournement, défaut de compétence, ou fin de non-recevoir quelconque ? Quels seront les effets de ces différentes causes d'extinction de l'instance principale sur l'intervention ? Agiront-elles toutes sur celle-ci avec le même empire et la même force ? Examinons-le rapidement :

1° Le désistement du demandeur fait tomber l'instance principale, désormais sans objet. Fait-elle également tomber l'intervention ? Il faut ici faire une distinction. Si l'intervention est agressive, émane des tiers, son auteur ayant un droit distinct et personnel de celui des parties en cause, a parfaitement le droit de s'opposer à un pareil désistement et de continuer pour faire juger à son profit l'instance que le demandeur principal re-

nonce à poursuivre. Jugé dans ce sens que le désistement d'une instance n'ayant d'effet qu'entre les parties qui l'ont fait et accepté, le procès subsiste toujours à l'égard des autres parties non contractantes, principales ou intervenantes ; qu'ainsi lorsqu'un créancier, qui exproprie un immeuble vendu par son débiteur, est remboursé de sa créance par l'acquéreur, tiers saisi, ce désistement ne fait pas obstacle à ce que le saisi, qui est intervenu, puisse continuer les poursuites (Requête, 30 août 1825). En présence d'ailleurs d'un pareil désistement, le tiers intervenant peut également, s'il le préfère, se désister de son intervention pour introduire ailleurs sa demande sous forme de demande principale. Si l'intervention n'est, au contraire, que conservatoire et n'émane que des ayants cause du demandeur, comme elle ne repose plus alors sur un droit primordial et personnel, elle tombe avec le désistement de l'action principale. Il est pourtant un cas où le droit personnel et distinct peut apparaître même dans la demande d'un simple ayant cause intervenant, c'est le cas de fraude. S'il est prouvé en effet que la défection de la cause de la part du demandeur est le résultat d'un concert frauduleux, l'intervenant tire alors son droit de lui-même et non de la

partie en cause, intéressé qu'il est à déjouer les manœuvres dolosives de son ayant droit. L'intervention change alors de caractère et pour les mêmes raisons déjà données, subsiste, malgré l'extinction de la demande principale ;

2° En cas de déclaration de nullité de la demande principale par le tribunal pour cause d'irrégularité, soit que l'ajournement ne remplisse pas les conditions voulues pour la validité des exploits, soit que les règles de compétence aient été méconnues, soit enfin qu'elle ait été accueillie par une fin quelconque de non recevoir (par exemple, défaut de qualité de l'intervenant) l'intervention doit-elle tomber par cela même ? L'affirmative ne saurait faire de doutes, et ici il n'est pas besoin de faire de distinction. La demande principale disparaît par suite d'un fait complètement indépendant de son auteur ; la décision judiciaire annulant cette dernière s'impose à tous, aux tiers aussi bien qu'aux parties en cause. Les craintes de fraudes qui permettaient dans le cas précédent à l'intervenant de poursuivre son action n'existent plus ici. Le demandeur principal ne se désiste plus de sa demande, il en est purement et simplement débouté. Dès lors, comment admettre qu'une demande d'intervention puisse subsister en l'ab-

sence d'une demande principale ; comment concevoir la possibilité pour un tiers de se joindre aux parties principales d'une instance qui n'existe plus ? Une requête au surplus n'est suffisante pour lier l'instance d'intervention à l'instance principale que parce que l'intervention est un incident ; mais la demande principale disparaissant, l'incident peut-il subsister ? Il a pourtant été soutenu par un auteur (Chauveau et Carré, n° 1273, par. 4) par ce que, quelle que soit la nullité ou la fin de non recevoir, l'instance principale n'en subsiste pas moins, tant que cette fin de non recevoir ou cette nullité n'a pas été admise ; et que l'intervention datant d'une époque où l'intervenant ne faisait qu'user de son droit, en employant la voie de la requête, pour saisir la justice, on ne peut, plus tard et par suite de circonstances qui ne sont pas de son fait, le priver d'un droit acquis. Cette théorie toute spécieuse ne correspond pas du tout au caractère et à la nature de l'intervention : le but de celle-ci est surtout d'empêcher qu'un préjudice ne soit causé à un tiers par un jugement qui trancherait en dehors de lui, entre d'autres parties, un procès qui l'intéresse. Or, cette raison ne se trouve pas dans la situation que nous analysons actuellement : le procès est supprimé, les

parties principales ne pourront, par conséquent, plus émettre de prétentions préjudiciables aux tiers. Ceux-ci auront d'ailleurs la faculté d'agir eux-mêmes en intentant une action principale, ou en intervenant à nouveau si les parties recommencent une seconde instance régulière. Il a été jugé dans ce sens : 1° qu'une intervention même régulière et fondée en droit ne saurait avoir pour effet de rendre valable et efficace une demande principale nulle en elle-même et dans son principe, encore bien que l'intervenant se borne à s'approprier les conclusions des demandeurs (Cass. civ., 12 août 1889, D. P. 90. 1. 458 ; 2° que dans le cas où la procédure intentée par un créancier saisissant est frappée de nullité, cette procédure ne peut être validée par l'intervention d'un tiers, qui n'a de son côté, pratiqué aucune saisie (Rennes, 9 février 1891, D. P. 91. 2. 174) ;

3° En cas de transaction des parties principales au cours du procès, l'intervenant est-il obligé d'accepter les conséquences de cette transaction ? Ne peut-il au contraire suivre sur son intervention et faire juger la question litigieuse par le tribunal ? Faisant la même distinction que pour le désistement, entre les ayants cause et les tiers intervenants, nous répondrons et pour les mêmes raisons,

que les premiers, à moins de collusion frauduleuse, sont obligés de respecter les actes de leurs ayants droit, tandis que les derniers peuvent les négliger et en repousser les conséquences. Il en est de même en matière d'acquiescement de la partie qui succombe au jugement qui la condamne; l'intervenant dont les intérêts sont distincts et séparés, peut valablement interjeter appel de ce jugement déjà accepté par le perdant.

Que décider enfin au sujet des dépens? et la charge de qui doivent-ils être mis? D'après le principe de l'article 130, C. proc. civ., c'est la partie qui succombe, qui doit intégralement les supporter, tant ceux exposés par elles que ceux faits par ses adversaires. C'est tout rationnel. Pour l'intervention il faut distinguer : si l'intervention est agressive, le tiers n'ayant alors d'autre but que de sauvegarder ses droits tout personnels, doit être considéré comme un demandeur ordinaire qui soutient ses intérêts. Dès lors, conformément à la règle de l'article 130, il aura droit aux dépens s'il gagne son procès et les devra, s'il le perd. Dans l'intervention conservatoire au contraire, l'intervenant n'a d'intérêts que ceux de son ayant droit : il a toutefois jugé bon de prendre part aux débats pour venir en aide à celui-ci, le sou-

tenir dans sa défense, réparer les défaillances et les oublis volontaires ou involontaires de sa mémoire. Mais comme cet appui n'est nullement nécessité par les besoins généraux de la cause, que c'est uniquement dans l'intérêt de l'intervenant qu'il s'est produit, il est juste de ne pas en faire supporter les frais à celui qui perd. Ils devront donc être mis à la charge de celui qui les a occasionnés ; lui seul en effet est responsable de cette addition de plaideurs et d'actes. C'est d'ailleurs ce qui a été jugé par un arrêt de Cassation du 27 août 1838 (P. 38. 1. 538) dont l'un des principaux attendus est ainsi conçu : « L'intervenant doit supporter ses frais, c'est-à-dire le coût de ses propres actes, et celui des actes et significations motivés par sa présence ».

Signalons pourtant une exception. Reste à savoir si c'en est bien une. L'on en jugera. Il existe un cas où les frais de l'intervention conservatoire doivent être compris dans la masse des frais et mis à la charge de celui qui perd : savoir lorsque l'ayant cause intervenant prend fait et cause à la place d'un plaideur originaire. Mais alors, cela se conçoit : il devient partie principale, il remplace celle-ci et a le droit, comme elle l'aurait eu elle-même, de se faire couvrir de ses

dépens. L'adversaire ne saurait se plaindre, il n'y a eu qu'une simple substitution de plaideurs qui n'a nullement augmenté les frais.

Les effets de l'intervention se résument donc en ces quelques mots : dès l'instant où il a présenté sa requête d'intervention, l'intervenant, quelle que soit la nature de sa demande, conservatoire ou agressive, devient par le seul fait de la signification de cette requête, partie à l'instance principale. De là cette double conséquence : 1° le jugement intervenu est commun entre lui et les parties principales. Il lui est donc impossible d'en décliner l'autorité ou d'en repousser les effets, Mais si les voies de rétractations extraordinaires ouvertes aux tiers lui sont fermées, il peut tout comme les parties principales, user des voies ordinaires, c'est-à-dire l'opposition et l'appel ; 2° En revanche il pourra invoquer le jugement, en poursuivre l'exécution et exciper de l'autorité de la chose jugée. — Telle est la double proposition en laquelle on peut enfermer les effets de l'intervention. Ils sont, à la vérité, assez importants pour justifier la création de cet incident de procédure.

CHAPITRE IV

CONCLUSION

Projet de législation. Droit comparé

Nous avons aussi complètement que possible analysé dans sa nature, ses conditions et ses effets, l'incident tout particulier faisant l'objet de la présente étude et que l'on appelle l'intervention. Il importe maintenant de juger exactement la valeur de cette institution, d'en montrer les avantages et les inconvénients. Si nous jetons un coup d'œil en arrière et tâchons dans une appréciation d'ensemble d'arrêter les règles générales auxquelles la jurisprudence, à défaut d'explications suffisantes de la loi sur ce point, a soumis l'exercice de l'intervention, voici les conclusions auxquelles nous arrivons. Dans ces conditions d'exercice, le champ de l'intervention

est des plus étendus. Rappelons-nous en effet le très grand nombre de cas, dans lesquels les tribunaux ont accordé aux tiers la faculté d'intervenir. Ils sont presque innombrables. Indépendamment de tous ceux invoquant un intérêt direct et matériel, qu'il soit né et actuel, ou conditionnel et éventuel (pour ceux-ci la faculté d'intervenir est en effet élémentaire), les tiers ne justifiant que d'un intérêt purement moral, peuvent, en vertu de la dernière jurisprudence, être admis à intervenir aux débats de l'instance principale. Il en est ainsi notamment, de toutes personnes diffamées dans un procès, d'un collègue d'officiers ministériels dont on conteste à l'un des membres le droit à un émolument ou un privilège. Quelques espèces jurisprudentielles, ont même été bien plus loin, accordant la faculté d'intervenir jusqu'aux tiers qui ne justifient que d'un intérêt tout fait indirect au litige principal, comme par exemple, à ceux qui tout en n'ayant rien à craindre de l'exécution du jugement à intervenir, pourraient y trouver un précédent sérieusement préjudiciable à leurs intérêts. Dans ces conditions de recevabilité la loi n'est pas moins large. Rappelons-nous en effet l'article 340 Code procédure civile. Ce texte accorde la plus grande liberté à ceux qui désirent

intervenir. Ils peuvent laisser le procès se dérouler quelque temps, les parties principales développer leurs moyens et conclusions, se communiquer respectivement leurs pièces, les plaidoiries même se commencer et se poursuivre; et l'instance arrivée à cette dernière phase, alors qu'ils auront bien pesé et réfléchi les avantages et les inconvénients d'une intervention de leur part, signifier une requête d'intervention. Tant que le président n'aura pas, selon la formule usuelle, déclaré les débats terminés ou la cause entendue et en conséquence jugé ou mis en délibéré l'affaire principale, cette requête interviendra utilement et les juges devront statuer à son égard. La seule chose que la loi exige de l'intervenant et en suivant la ligne de conduite que nous venons d'indiquer, il ne cesse point de s'y conformer (sauf à se présenter plus tôt aux débats, s'il a quelque mesure d'instruction à demander et à faire exécuter), c'est de ne point par sa demande incidente retarder d'un seul instant le jugement du litige principal. Cette restriction est toute rationnelle; c'est la légitime limite du droit de défense accordé à l'intervenant. Il serait singulièrement anormal que celui-ci, dernier venu, puisse par son fait, retarder l'issue du procès.

Enfin dans ses effets, l'intervention est d'une très grande portée. C'est la contre-partie nécessaire de la facilité avec laquelle elle est admise, de la liberté avec laquelle elle peut se greffer sur l'instance principale. Nous avons montré dans le précédent chapitre comment la jurisprudence avait su développer ce principe. Impossibilité pour l'intervenant d'exciper jamais de sa qualité de tiers ; il en est irrévocablement dépouillé. Le jugement clôturant l'instance à laquelle il a manifesté le désir de prendre part pour sauvegarder ses intérêts, lui est opposable. Il ne peut plus se dérober à son autorité en repousser les conséquences. Il est partie au procès et lié, au même titre que les parties principales par la décision intervenue. Mais en revanche il peut se prévaloir de ce jugement, en invoquer l'autorité, bénéficier de ses dispositions. Telle est la double proposition en laquelle on peut résumer les conséquences de l'intervention. Elles sont, on le voit, considérables. Et il est nécessaire qu'il en soit ainsi, car si le législateur doit se montrer commode et accueillant pour les conditions d'admission d'intervention, il doit en revanche lui faire produire les effets les plus importants, de telle sorte que ceux qui usent d'un pareil

moyen, en raison de ces avantages, soient pour l'avenir, aussi liés et gênés dans leur liberté, d'allure que les parties principales. Ce n'est qu'à cette double condition que le législateur peut faire rendre à la procédure d'intervention toute l'utilité économique, toute la portée sociale qu'elle comporte. Au début de cette étude, nous analysons et définissons de la manière suivante cette utilité et cette portée : l'intervention, disions-nous doit socialement et grandement comprise, être un moyen pour diminuer le nombre des procès, abréger leur durée, hâter leur solution et surtout réduire leurs frais. Et nous montrions de quelle façon simple et facile une législation sagement conçue pourrait arriver à ce triple résultat, en rendant aussi nombreux que possible les cas d'intervention et en donnant à celle-ci, vis-à-vis de son auteur, les effets d'un débat contradictoire. Plusieurs affaires peuvent ainsi s'instruire par une seule procédure, plusieurs procès sont jugés par un seul et même jugement ; les discussions acquièrent plus vite l'autorité de chose jugée, soustraite qu'elles sont à une voie de recours, la tierce opposition. D'où économie de temps et d'argent.

Il nous reste maintenant à nous demander si la législation française a vraiment conçu l'interven-

tion à un point de vue aussi large, si elle a réellement donnée à cette institution toute la portée économique souhaitée et lui a fait produire toutes les conséquences sociables désirables. N'hésitons pas à répondre affirmativement. Il nous a été donné de voir, au cours de cette étude, combien la loi et surtout la jurisprudence françaises avaient par leurs décisions toujours largement inspirées, su donner à l'intervention toute facilité de se produire. Nous avons remarqué la très grande efficacité attachée à ses effets. Nous ne pourrions que nous répéter dans nos explications. Concluons donc que la loi française a su on ne peut mieux saisir l'importance de l'intervention, lui donner la plus grande étendue d'application et fait produire toutes les conséquences socialement désirables.

Un projet de loi portant révision de la première partie du Code de procédure civile, a été déposé à la Chambre le 6 mars 1890 par M. Thévenet, garde des sceaux. Ce projet dans son paragraphe 2 (art. 1 à 5), au titre des incidents, contient quelques dispositions concernant l'intervention. Il n'y a rien de changé à la théorie générale de cette institution, à ses conditions d'admission, de recevabilité, à ses effets; ce qui prouve

que cette théorie, création presque exclusive de la jurisprudence, a su parfaitement se conformer au but de l'intervention et se développer au fur et à mesure des nécessités de la pratique. Les modifications ne portent que sur des points de détails, des questions de pure forme. A ce point de vue l'innovation du projet la plus importante est l'abandon de la voie de la requête grossoyée comme mode d'introduction de l'intervention ; elle devra être désormais formée par acte de conclusions motivées conformément à l'article 2 du titre des constitutions d'avoué et de défense. Cette innovation est heureusement inspirée ; elle a le double mérite de rendre le mode de signification de l'intervention économique et simple. Nous nous sommes souvent élevé contre ces requêtes et conclusions grossoyées, inutiles, coûteuses et encombrantes ; dans la pratique d'ailleurs on les emploie assez rarement. Il est donc à souhaiter qu'une disposition légale vienne sanctionner une situation de fait, et fasse complètement disparaître un mode de signification aussi peu conforme avec le caractère simple et rapide de la pratique procédurière actuelle. Le projet tranche également quelques questions que le Code n'avait pas prévues, et qui après quelques controverses,

avaient été solutionnées dans un sens différent par la jurisprudence. Ainsi lorsqu'une partie est défaillante, l'intervention lui doit être notifiée par acte d'huissier, contenant assignation devant le tribunal. La majorité des auteurs et des décisions jurisprudentielles n'exigeaient que la simple signification sans assignation. L'addition de cette dernière formalité marque un souci un peu plus grand des intérêts des tiers et constitue pour eux une garantie nouvelle.

Tel est le projet de M. Thévenet. Bien modeste, il ne porte, on le voit, que sur des points de détail et des questions de forme. Il n'en est pas moins très intéressants et très utile. Souhaitons de le voir le plus tôt possible transformer en loi.

Jetons en terminant un coup d'œil rapide sur quelques législations étrangères. Ce rapprochement sera pour nous des plus instructifs. Nous ne voyons guère que deux législations étrangères, chez lesquelles la théorie de l'intervention soit nettement dégagée. C'est en Suisse et en Allemagne.

I. — Code civil de Genève

Ce Code promulgué le 15 février 1816 et modifié par la loi du 5 décembre 1832, reconnaît au

titre XX, articles 267 à 271, la faculté d'intervenir au profit de celui qui a intérêt dans un procès suivi entre d'autres parties (art. 267). La demande est formée à l'audience (et non par requête comme dans notre droit) et avant de statuer, les juges pourront ordonner que l'intervenant justifie de ses moyens et pièces. L'intervention admise, il recevra communication des écritures. L'article 269 même code rend commun à l'intervenant l'instruction postérieure et le jugement.

II. — Code allemand

Ce Code promulgué le 30 janvier 1877 a groupé dans la section II sous le titre III « Participation des tiers au procès », un certain nombre d'articles (61 à 74) qui contiennent toute la théorie de l'intervention.

La distinction de la théorie française entre l'intervention agressive et l'intervention conservatrice y est reproduite; elle y est même plus importante. Celle-là est nommée *haupt intervention* (intervention principale); celle-ci *neben intervention* (intervention accessoire). Dans le premier cas, le tiers peut faire valoir sa prétention par une action dirigée contre les deux parties et por-

tée devant le tribunal saisi du procès ; mais cette intervention offre ceci de particulièrement étrange que l'affaire originaire est suspendue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'intervention principale par une décision ayant force de chose jugée. L'action incidente de l'intervention est donc circonscrite, limitée entre l'intervenant et les plaideurs principaux et elle est toujours tranchée par un jugement distinct et antérieur à la décision du fond. Ce système a l'inconvénient de priver l'intervention de ses principaux avantages : il a le tort de scinder le procès en deux parties bien distinctes, de ne pas soumettre toute la question au juge et surtout de suspendre l'affaire principale.

Dans le deuxième cas (intervention accessoire) l'analogie est presque absolue entre la législation allemande et la législation française. La demande peut en effet y être formée en tout état de cause, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il ait été rendu sur la contestation une décision ayant force de chose jugée (art. 63). Cet article semble accorder à l'intervenant un délai plus long que notre article 340 qui fixe l'époque à laquelle l'intervention n'est plus possible au moment où « l'affaire est en état ». On pourrait en Allemagne intervenir encore pen-

dant les plaidoiries, disent certains auteurs ; on ne le peut dans notre droit. Nous avons démontré au cours de cette étude quelle signification il faut attacher à l'expression « affaire en état » ; et de nos explications il résulte que la facilité pour intervenir est aussi grande en France qu'en Allemagne.

L'intervenant, aux termes de l'article 64, doit accepter le débat où il le trouve au moment de sa demande ; il peut faire valoir tous les moyens de défense qui ne sont pas en contradiction avec la déclaration des parties principales. C'est encore une analogie de plus avec notre législation.

Enfin les effets de l'intervention volontaire sont de priver le tiers vis-à-vis de la partie principale de la faculté de prétendre que la contestation a été mal jugée : il est cointéressé de cette partie vis-à-vis de l'adversaire principal, c'est-à-dire codemandeur ou codéfendeur, parce qu'il existe une communauté d'intérêt par rapport à l'objet du litige (art. 66 et 58). Le tiers n'est admis à prétendre que l'affaire principale a été mal conduite que lorsqu'un appel tardif l'a privé de ses moyens de défense ou lorsque la partie principale par négligence ou faute lourde l'a laissé ignorer les attaques.

Du reste, en Allemagne, la demande se forme par la signification d'un mémoire écrit et non comme en France par une requête ou simple acte.

VU

Par le Président de la thèse,
GLASSON

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1-4
NOTIONS GÉNÉRALES.....	5-10

CHAPITRE I

Conditions de l'intervention

SECTION I. — *Intervention en première instance*

Préliminaires.....	11-13
--------------------	-------

SECTION I. — *Intérêt*

a) Matériel pécuniaire.....	14-20
b) Moral.....	20-33

SECTION II. — *Qualité*

a) Créanciers.....	38-45
b) Acquéreurs, héritiers, garants, locataires.....	45-49

SECTION III. — *Capacité*

a) Mineur non émancipé.....	53-57
b) Mineur émancipé.....	57-59

c) Femme mariée, interdit, contumax, aliénés, personnes morales, etc.....	59-71
---	-------

SECTION IV. -- *Intervention en appel*

a) Eprouver un préjudice.....	75-80
b) Ne pas avoir été partie au jugement.....	80-82
c) N'avoir pas été représenté.....	82-94

CHAPITRE II

Forme et recevabilité de l'intervention

SECTION I. — <i>Forme de l'intervention</i>	95-109
SECTION II. — <i>Recevabilité de l'intervention</i>	110-119

CHAPITRE III

Effets de l'intervention

CHAPITRE IV

Conclusion

Projet de législation.....	143-145
Législation comparée.....	145-149
a) Code civil de Genève.....	145-146
b) Code civil allemand.....	146-149
TABLE.....	151-152

